



Commission Emploi, qualifications et revenus du travail

Avant-projet de programme statistique 2011

	Page
CENTRE D'ÉTUDES DE L'EMPLOI (CEE)	3
CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHE SUR LES QUALIFICATIONS (CEREQ)	4
CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE	
- Observatoire de l'emploi territorial	7
INSEE	
- Département Emploi et revenus d'activité	9
- Section Synthèse et conjoncture de l'emploi	9
- Division Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus	13
- Division Emploi	18
- Division Salaires et revenus d'activité	22
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI	
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES, DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA VILLE	
- DARES	
- Mission d'analyse économique.....	26
- Sous-direction « Emploi et marché du travail ».....	28
- Sous-direction « Suivi et évaluation des politiques d'emploi et de formation professionnelle ».....	35
- Sous-direction « Salaires, travail et relations professionnelles »	42
MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ÉTAT	
- DGAFP - Bureau des statistiques, des études et de l'évaluation	50
POLE EMPLOI	60

Pour information l'avant-projet de programme 2011 des services producteurs mentionnés ci-dessous sont présentés dans celui de :

- la Commission Services publics et services aux publics

MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

- Direction générale de l'enseignement et de la recherche - DGER

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

- Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

- Sous-direction des systèmes d'information et études statistiques - SIES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES, DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA VILLE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

- Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)

- la Commission Territoires

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- Direction générale des collectivités locales (DGCL)

- Département des études et des statistiques locales (DESL)

Centre d'études de l'emploi - CEE

Programme non disponible

Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ)

1. Exposé de synthèse

Le programme statistique du Céreq est structuré autour de deux thèmes : le cheminement des jeunes sur le marché du travail à l'issue de leur formation initiale, d'une part ; la formation continue, d'autre part.

Concernant le cheminement professionnel des jeunes, l'année 2011 sera marquée par la diffusion des premiers résultats de l'enquête « Génération 2007 », effectuée en 2010 auprès des jeunes sortis de formation en 2007 et par la collecte de la troisième vague de l'enquête « Génération 2004 », sept années après la sortie de formation initiale.

Concernant la formation continue, le Céreq poursuivra son exploitation annuelle des sources fiscales sur les dépenses de formation des entreprises de dix salariés et plus (« 24 83 »). En lien avec la Dares, il examinera la possibilité d'exploiter de nouvelles sources administratives qui devraient voir le jour à la suite de la loi du 14 octobre 2009. Enfin, le Céreq continuera de contribuer à la réalisation des enquêtes réalisées à l'échelle européenne pour alimenter les indicateurs d'éducation-formation tout au long de la vie (« Lifelong learning ») issus du sommet de Lisbonne (2000) : en 2011, les deux enquêtes clé du dispositif doivent être collectées : l'enquête sur l'éducation des adultes (AES, « Adult Education Survey »), qui doit être collectée mi 2011 et porter sur les douze mois qui précèdent, et l'enquête européenne sur la formation continue en entreprise (CVTS, « Continuing Vocational Training Survey »), qui portera sur l'année 2010.

Le dispositif européen de suivi de la formation tout au long de la vie

Les indicateurs européens d'éducation et formation tout au long de la vie s'appuient sur trois grandes enquêtes coordonnées :

1. Les enquêtes sur les forces de travail (LFS, « labor force survey »), dont l'enquête Emploi est la déclinaison en France, sous la responsabilité de l'Insee. Elles alimentent en continu quelques indicateurs succincts quant à l'accès des adultes aux trois grandes types de formation recensés à l'échelle de l'Union : formelle, non formelle et informelle.
2. L'enquête sur l'éducation des adultes (AES). Cette enquête quinquennale plus détaillée, réalisée en France sous la responsabilité conjointe de l'Insee et la Dares, permet de détailler les formations, leurs durées, leurs modalités et leurs contenus, leurs conditions d'accès ou de non accès. Le Céreq participe au comité de pilotage de cette enquête.
3. L'enquête européenne sur la formation continue en entreprise (CVTS). Cette enquête quinquennale est réalisée en France par le Céreq et la Dares auprès des employeurs de dix personnes et plus, incluant les entreprises du secteur privé et, en 2011, une extension encore expérimentale au secteur public. Cette enquête est destinée à caractériser les politiques de formation conduites par les employeurs et financées au moins partiellement par eux.

2. Travaux nouveaux pour 2011

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

2.1.1. L'enquête européenne sur la formation continue en entreprise (CVTS). L'enquête en sera à sa quatrième édition. Elle sera étendue à titre expérimental, selon les modalités précisées en annexe, aux trois fonctions publiques de manière à couvrir l'ensemble des employeurs de dix personnes et plus.

2.1.2. L'enquête « Génération 2004 à sept ans ». Pour suivre l'insertion des jeunes sur le marché du travail à l'issue de leur formation initiale, le Céreq a mis en place le dispositif d'enquête « Génération », qui consiste à interroger tous les trois ans une nouvelle cohorte de jeunes, trois ans après leur sortie de formation initiale, de tous niveaux, diplômés ou non. Certaines cohortes font l'objet d'un suivi

longitudinal avec des interrogations ultérieures. En 2011, la cohorte des jeunes sortis en 2004 sera ainsi interrogée pour la troisième fois, sept années après sa sortie de formation initiale (la première interrogation avait eu lieu en 2007 et la seconde en 2009). Cette troisième interrogation a été présentée au CNIS pour opportunité en même temps que la deuxième interrogation, le 11 juin 2008. Outre le cœur du questionnement habituel, deux modules complémentaires sont envisagés, l'un sur la formation continue, l'autre sur la santé au travail. Par rapport à d'autres enquêtes, l'insertion de ces modules dans l'enquête « Génération » permettrait d'étudier les effets de ces dimensions sur les trajectoires professionnelles. Les projets de questionnement de ces modules, qui seront présentés au comité du Label, font l'objet d'échanges au sein du comité de concertation des enquêtes générations, auquel sont conviés les partenaires sociaux et diverses administrations.

2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2011

2.2.1. Utilisation des DADS comme base d'échantillon pour l'enquête CVTS. Le Céreq se prépare à l'éventualité d'un tirage dans les déclarations annuelles de données sociales des salariés à interroger au sein des entreprises qui répondront à l'enquête CVTS de 2011. Ce projet, intitulé « DIFES 2 », fait suite aux travaux qui ont été conduits en croisant l'enquête Formation Continue 2006, auprès des salariés, avec la 3^e édition de l'enquête CVTS, auprès des entreprises, dans le but d'étudier les liens entre les comportements des salariés en matière de formation et la politique de l'entreprise au sein de laquelle ils travaillent. Ce projet n'est actuellement pas financé et dépend d'arbitrages qui devraient être rendus préalablement à la présentation au CNIS d'un avis d'opportunité.

2.2.2. Nouvelles sources d'informations sur la formation continue. Les nouvelles normes relatives à l'établissement des bilans pédagogiques et financiers des organismes de formation et des états statistiques et financiers des organismes mutualisateurs agréés (OPCA) sont en cours d'établissement dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 14 octobre 2009 relative à l'orientation et à la formation tout au long de la vie. Ces fichiers administratifs peuvent constituer de nouvelles sources d'informations qui auraient vocation à être exploités par le Céreq et la Dares.

2.2.3. Rapprochement des enquêtes « Générations » avec des informations de Pôle Emploi. Un travail exploratoire en partenariat avec Pôle Emploi est envisagé pour voir dans quelle mesure un rapprochement d'informations issues du fichier historique des demandeurs d'emploi serait techniquement réalisable et statistiquement pertinent. L'objectif est de récupérer des informations sur les relations des jeunes avec le Service public de l'Emploi, notamment les services qui leur sont rendus.

2.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2011

Néant

3. Opérations répétitives

opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquête sur les dépenses de formation des entreprises de dix salariés et plus (« 24 83 »)	Céreq /Dares	L'enquête sur le même sujet pour les entreprises de moins de dix salariés a été transférée sur les DADS.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Dans le but d'alléger la charge statistique des entreprises, l'enquête CVTS collectée en 2006 sur l'année 2005 avait ouvert la possibilité d'une réponse par voie informatique au moins pour la partie quantitative du questionnaire. Cette possibilité ayant été utilisée par moins de 10% des entreprises répondantes, il n'est pas prévu de la maintenir pour la nouvelle édition de l'enquête. En revanche, le questionnaire sera simplifié.

5. Aspects particuliers du programme 2011

L'ensemble des travaux statistiques relatifs à la formation tout au long de la vie conduits au cours de cette année contribueront à une évaluation des premiers effets de la loi de 2009 et de la poursuite des novations introduites par la loi de mai 2004 sur le même sujet.

5.1 Aspects territoriaux

Néant

5.2 Aspects « environnement et développement durable »

La formation tout au long de la vie que documentent les enquêtes CVTS et la « 24 83 » peut être considérée comme participant au développement durable.

5.3 Aspects évaluation des politiques sociales publiques

La loi de 2011 relative à l'orientation et à la formation tout au long de la vie a confié au Conseil national de la Formation professionnelle tout au long de la vie (CNFPTLV) la conduite de l'évaluation. Le Céreq contribue avec la Dares à l'alimentation de ce conseil en matériaux pour l'évaluation. Tel est notamment le cas des enquêtes « 24 83 », CVTS et de l'éventuelle reconduction du dispositif croisé « DIFES 2 ».

5.4 Aspects européens

Suite à la réalisation en France en 2006 de la troisième édition de l'enquête CVTS, le Céreq a été associé au [Bundesinstitut für Berufsbildung](#) (BIBB) pour conduire une évaluation de la qualité de cette enquête dans chacun des pays de l'Union européenne, à la demande du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP). L'aménagement par Eurostat du nouveau règlement concernant CVTS s'appuie sur ce travail, notamment pour définir les variables que le questionnaire devra permettre de renseigner à l'issue de l'édition de 2011.

6. Diffusion des travaux

Concernant le dispositif des enquêtes « Génération », après une première publication rapide dans la série des *Bref* du Céreq, prévue pour fin 2010, le Céreq publiera les premiers résultats détaillés de l'enquête « Génération 2007 » pour poursuivre la série des *Quand l'école est finie*. Un numéro spécial de *Formation Emploi* est également envisagé pour rassembler diverses études réalisées avec la quatrième vague de l'enquête « Génération 1998 », qui permet de suivre les trajectoires sur dix ans. Un groupe d'exploitation vient d'être lancé à cet effet. Par ailleurs, trois nouvelles enquêtes devraient être mises à disposition des chercheurs au centre Quételet en 2011 : l'interrogation à 10 ans de la génération 1998 et l'interrogation à cinq ans de la génération 2004, en début d'année ; l'interrogation à trois ans de la génération 2007, en fin d'année. En parallèle, l'effort de meilleure documentation des enquêtes entamé en 2009 avec l'enquête « Génération 2004 à trois ans », sera poursuivi.

Concernant la formation continue, le Céreq envisage de valoriser la 4^e édition de l'enquête CVTS avec le même type de publications que celles consécutives à la troisième édition, dans les collections du CEREC : *Une Note Emploi Formation* présentant les principaux résultats en France relatifs à l'année 2010 et leur évolution et des analyses sur les types de politiques conduites par les entreprises ; les faits les plus marquants en Europe et en France feront l'objet de publications dans la série des *Bref*. Certains de ses résultats devraient être également mobilisés, comme ceux d'AES, dans le Bilan Formation Emploi, publié par l'INSEE. Par ailleurs, si l'enquête DIFES 2 s'avère réalisable, le réseau européen des enquêtes croisées mobilisé par le Centre d'Étude de l'Emploi (CEE) sera sollicité pour participer aux exploitations.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Le programme s'est déroulé conformément aux calendriers prévus sauf en ce qui concerne l'enquête Formation continue 2006, complémentaire à l'enquête emploi, en raison des délais induits par le changement de méthode de calcul des pondérations (à la suite du rapport IGAS-IGF de 2007 sur le calcul du taux de chômage).

Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) Observatoire de l'emploi territorial

La loi du 19 février 2007 modifie profondément l'article 12-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 sur les missions du Centre national de la fonction publique territoriale, notamment l'alinéa 3 bis précise que le CNFPT doit assurer entre autres : « *la gestion de l'observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale* »

1. Exposé de synthèse

Dans son discours de politique générale, le Président du CNFPT a proposé trois grandes orientations pour l'établissement :

- réduire les inégalités (la catégorie C, la filière technique, les petites collectivités)
- accompagner le développement du service public local, notamment par des formations sur les politiques publiques de solidarité et de développement durable et par une offre de formation adaptée aux besoins des cadres territoriaux
- inscrire notre action dans une démarche d'innovation (observation régionalisée, ouverture au milieu de la formation professionnelle, formations ouvertes et à distance, accompagnement des projets et des parcours de professionnalisation des agents territoriaux...)

Dans ce cadre renouvelé, les fonctions d'observation et de prospective viseront à :

- recueillir une large gamme d'informations statistiques et qualitatives
- valoriser et diffuser les travaux sous forme de productions stabilisées et régulièrement actualisées
- apporter un appui technique et méthodologique aux délégations régionales et aux pôles de compétences

Une orientation essentielle concerne une meilleure articulation entre les fonctions d'observation et de prospective portant sur les évolutions des métiers et des compétences avec le pilotage de la formation. Il s'agit de :

- développer l'observation régionale dans le cadre d'un partenariat élargi notamment avec les centres de gestion, le conseil régional, l'INSEE, le CARIF-OREF...
- confirmer les pôles de compétences sur les politiques publiques territoriales et sur la mise en cohérence des évolutions constatées avec l'offre de formation

L'observation et la prospective visent, **pour le CNFPT**, à :

- anticiper les besoins de formation et de compétences dans les collectivités
- contribuer à la construction d'une offre nationale et régionale de formations et de services
- définir la stratégie d'action des délégations régionales
- être en veille sur les situations en émergence ou atypiques
- cibler des actions de promotion de l'emploi

L'observation et la prospective permettent **aux collectivités territoriales** de :

- mieux connaître l'emploi territorial
- de situer et se comparer par rapport aux autres collectivités
- contribuer à élaborer leur politique de gestion des ressources humaines et de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
- contribuer au dialogue social

L'observation et la prospective permettent **au Conseil supérieur de la FPT** de nourrir le dialogue social au plan national et de proposer des adaptations de textes législatifs et réglementaires

L'observation et la prospective permettent enfin **aux partenaires extérieurs** d'identifier la fonction publique territoriale dans les problématiques d'emploi et de formation de leur territoire

2. Travaux nouveaux pour 2011

2.1 Enquêtes nouvelles

- Étude sur les trajectoires professionnelles et les carrières des **cadres de niveau A**.
- Étude sur les **ressources humaines intercommunales**.
- **Comparaison européenne** des politiques publiques locales dans les domaines de la collecte et la gestion des déchets et les bibliothèques et la lecture publique.
- Enquêtes statistiques régionales sur les métiers territoriaux : **Aquitaine, Picardie, la Réunion, Limousin**.

2.2 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

- Mise à jour du **répertoire des métiers** territoriaux.
- **Les contrats aidés et l'apprentissage** dans les collectivités territoriales : exploitation des fichiers de la DARES.

3. Opérations répétitives

- *L'enquête de conjoncture sur l'emploi territorial n°16*

Cette enquête retrace, tous les ans et avec un délai de fabrication de trois mois, la situation et les grandes tendances de l'emploi territorial. Elle se fonde sur les réponses en ligne et par téléphone d'un panel de 2700 collectivités.

- *Synthèse des bilans sociaux 2009*

Réalisée à la demande du conseil supérieur de la FPT et en partenariat avec la DGCL, portant sur les thématiques suivantes :

- **Évolution et flux statutaires des effectifs**
- **Formation**
- **Parité**
- **Emploi des travailleurs handicapés**
- **Santé et les conditions de travail**
- **Dialogue social et droits sociaux**
- **Action sociale des collectivités.**

4. Allègement de la charge statistique des entreprises (collectivités territoriales)

- Dématérialisation de la collecte d'informations (formulaire en ligne pour les enquêtes de conjoncture)

5. Aspects particuliers du programme 2011

5.1 Aspects régionaux et locaux

Les résultats des enquêtes et synthèses statistiques sont systématiquement déclinés par région administrative, par délégation régionale « CNFPT » et éventuellement par département et mis à la disposition de l'échelon géographique régional.

5.2 Aspects « Environnement »

Rien à signaler

5.3 Aspects européens

Rien à signaler

6. Liste des publications

Toutes les publications de l'observatoire sont disponibles et téléchargeables sur le site : www.observatoire.cnfpt.fr

INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales
Département Emploi et revenus d'activité
Cellule « Synthèse et conjoncture de l'emploi »

1. Exposé de synthèse

La cellule Synthèse et conjoncture de l'emploi est responsable des estimations d'emploi et de chômage, ainsi que de l'analyse de la conjoncture sur ces sujets. Elle réalise également des projections de population active à long terme (jusqu'à 2060).

Les estimations d'emploi à un niveau géographique fin sont en cours de refonte, avec l'atterrissage récent du projet Estel (Estimations d'emploi localisées, publié pour la première fois en septembre 2009). L'arrivée d'Estel est l'occasion de remettre à plat l'ensemble du processus de production et de diffusion des données sur l'emploi, ainsi que l'expertise des évolutions de l'emploi en directions régionales.

Parallèlement, la cellule assure la diffusion des séries d'emploi et de chômage, *via* des publications conjoncturelles (*Informations Rapides* à un rythme infra-annuel) ou non (*Insee Résultats* annuels sur l'emploi départemental et sectoriel, les séries longues du marché du travail, les projections de population active). Elle contribue aux *Notes de conjoncture* et à plusieurs autres publications de l'Insee pour présenter la conjoncture de l'emploi et du chômage.

La cellule réalise et publie enfin des études ponctuelles sur le fonctionnement du marché du travail (saisonnalité de l'emploi et de l'activité, halo du chômage, ...).

2. Travaux nouveaux pour 2011

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

La cellule participe à deux groupes dans le cadre du projet de refonte de l'enquête Emploi : groupe « techniques avalées » et groupe « questionnaire ».

Le premier groupe de travail étudie tous les aspects de construction d'estimateurs à partir des données de l'enquête Emploi : système de pondération et méthode de correction des non-réponses, analyse des biais (biais de rotation, effet *proxy*, etc), construction d'estimateurs longitudinaux, mensualisation des séries, ... Pour l'analyse des biais de réponse dans l'enquête, des appariements exploratoires entre enquête Emploi et certains fichiers administratifs ont été réalisés (Dads, Fichier historique des demandeurs d'emploi). La CNIL a rendu un avis favorable à ces appariements. L'appariement entre l'enquête Emploi et le Fichier historique des demandeurs d'emploi a lui fait l'objet d'un premier travail exploratoire et devrait être valorisé dans des publications à l'horizon de 2011.

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2011

Le champ des estimations trimestrielles d'emploi sera élargi en 2011 afin de tirer parti des améliorations d'Epure 2. Ce champ devrait couvrir la totalité de l'emploi salarié, avec l'entrée dans le champ de l'emploi public, des particuliers employeurs et de l'agriculture.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2011

La disponibilité d'Estel 2008 permettra de lancer un chantier méthodologique sur l'estimation d'emploi et de chômage sur des zonages à façon. L'objectif est la mise au point d'une méthode industrialisée assurant une qualité suffisante sur des zonages les plus fins possibles (supra communaux).

3. Opérations répétitives

- Estimations trimestrielles nationales du chômage au sens du BIT ; estimations départementales et par zone d'emploi trimestrielles
- Estimations trimestrielles d'emploi salarié concurrentiel ; Estimations d'Emploi Localisées (Estel) au niveau zone d'emploi

3.1. Enquêtes

Néant.

3.2. Exploitation de fichiers administratifs

Aucune exploitation en production de fichiers administratifs, mais utilisation de fichiers administratifs produits par d'autres divisions de l'Insee ou à l'extérieur, à des fins de production et d'étude : Fichier historique de Pôle emploi, fichier des établissements cotisant à l'Unédic, fichiers des DADS (établissement et poste), fichiers EPURE (données des Urssaf), etc.

3.3. Autres travaux

Néant.

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Estimations départementales d'emploi et de chômage trimestriel	INSEE - cellule synthèse et conjoncture de l'emploi	Poursuite des séries (les séries départementales d'emploi seront normalement diffusées à partir de mars 2010)
Indicateurs conjoncturels sur l'emploi et le chômage	INSEE - cellule synthèse et conjoncture de l'emploi	Poursuite des séries d'emploi et de chômage ; prise en compte du rapport du CNIS sur la diversité des indicateurs du marché du travail ; enrichissement des méthodes
Estimations localisées d'emploi	INSEE - cellule synthèse et conjoncture de l'emploi	En 2010 Estel sera en production courante
Estimation trimestrielle du chômage par zones d'emploi	INSEE - cellule synthèse et conjoncture de l'emploi	Poursuite des séries (actuellement réalisée par le DAR)

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

5. Aspects particuliers du programme 2011

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

La disponibilité d'Estel 2008 en septembre 2010 permettra de lancer un chantier méthodologique sur les estimations d'emploi et de chômage sur des zonages à façon. L'objectif est la mise au point d'une méthode industrialisée assurant une qualité suffisante sur des zonages les plus fins possibles (supra communaux).

5.2. Aspects « environnement »

Néant.

5.3. Aspects «évaluation des politiques sociales publiques »

Néant.

5.4. Aspects « européens »

La cellule a participé activement en 2009 et 2010 à une task force d'Eurostat sur la définition d'indicateurs complémentaires au taux de chômage (démarche équivalente à celle menée au niveau

national en 2007/2008 par le groupe de travail du Cnis présidé par JB de Foucauld). Ces travaux vont se finaliser à travers la remise d'un rapport faisant état de propositions, sur lesquelles il faudra se positionner.

6. Diffusion des travaux

A cette date, les seules publications qui peuvent être déjà anticipées pour la cellule sont les publications récurrentes habituelles :

- *Informations Rapides* mensuels et trimestriels (emploi et chômage)
- Participation aux notes de conjoncture
- *Insee Résultats* (estimations départementales et régionales d'emploi et de chômage ; séries longues sur le marché du travail)

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Thèmes et opérations	Unité responsable	Observations
Estimations localisées d'emploi	INSEE - cellule synthèse et conjoncture de l'emploi	Finalisation du projet Estel. Première production en septembre 2009 de l'emploi total au 31/12/2007. Étude de la faisabilité de la construction d'estimations d'emploi sur des zonages à façon (regroupement de communes) prévue pour la fin 2010

Annexe

Liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009

Contributions habituelles

Informations Rapides sur l'emploi et le chômage (fréquence mensuelle et trimestrielle)

Vue d'ensemble de la conjoncture du marché du travail (France Portrait Social, ouvrage « les salaires en France », ...)

Fiches « emploi » et « chômage » de la note de conjoncture, encadrés ponctuels

Notes méthodologiques sur les estimations d'emploi et de chômage

Insee-Résultats sur le Web

« Marché du travail - Séries longues - Mises à jour 2009 », IR 105 soc, janvier 2010

« L'emploi départemental et sectoriel (1989 - 2007) - Le chômage départemental (1981 - 2008) », IR n°95 soc, juillet 2009

« L'emploi départemental et sectoriel (1989 - 2006) - Le chômage départemental (1981 - 2007) », IR 83 soc, juin 2008

« Séries longues sur le marché du travail (jusqu'à 2006) », IR 82 soc, juin 2008

Insee-Première

« Le « halo » du chômage : entre chômage et inactivité », Élise Coudin, Hélène Thélot, Insee Première, n°1260, octobre 2009

« Aux frontières du chômage et de l'inactivité », Hélène Thélot, Insee Première, n°1207, Aout 2008

« Deux étudiants du supérieur sur dix ont un emploi », Elise Coudin, Insee Première, n°1204, juillet 2008

Économie et Statistique

« Projections de population active 2006-2050 : des actifs en nombre stable pour une population âgée toujours plus nombreuse. », Elise Coudin, n°408-409, mai 2008

Autres publications

« Emploi, chômage, population active : bilan de l'année 2008 », Première synthèse n°2009-34.1 cosignée avec l'Insee, Août 2009

« Aspirer à changer d'emploi ou à modifier son temps de travail », dans « L'emploi, nouveaux enjeux », *Insee Référence*, Novembre 2008

Division Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus (EFA)

1. Exposé de synthèse

Les sources administratives connaissent une utilisation sans cesse croissante en statistique. Aussi l'Insee a-t-il rénové les différentes exploitations qui en sont faites dans le domaine de l'emploi et des salaires. Les nouvelles chaînes informatiques de production et une meilleure organisation du travail des agents permettent d'améliorer les délais et la qualité des données, tout particulièrement aux niveaux géographiques les plus fins. Des outils de diffusion plus conviviaux facilitent l'accès des différents utilisateurs aux données. Enfin, l'amélioration de l'information disponible sur l'emploi et les revenus d'activité permettra d'alléger, ou même de supprimer, certaines enquêtes.

Suite à la refonte du Système d'information sur l'emploi et les revenus (SIERA) entreprise en 2003, l'ensemble du champ salarié est désormais couvert en données trimestrielles et annuelles à partir de sources administratives. Cela permet de disposer de statistiques homogènes sur l'emploi salarié et permet à Estel de construire un socle annuel d'emploi salarié corrigé de la multiactivité.

2. Travaux nouveaux pour 2011

2.1. Enquêtes nouvelles pour 2011

Néant.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2011

Néant : la refonte SIERA est terminée. Tout l'emploi salarié est désormais couvert en données trimestrielles et en données annuelles par des sources administratives.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2011

Dans le cadre du changement de nomenclature d'activités, une refonte du fichier d'apprentissage de la CS utilisé par l'application DADS a été engagée. Compte tenu de la qualité croissante de la PCS-ESE déclarée dans les DADS, cette refonte s'est accompagnée d'une réorientation des travaux de reprise manuelle vers une codification de la PCS-ESE sur l'ensemble du champ salarié. Les premiers résultats exhaustifs en PCS-ESE seront disponibles début 2011 pour l'ensemble des salariés.

En 2012, une expérimentation sera engagée sur la nouvelle norme 4DS qui viendra se substituer à la DADS-U. Pour se préparer à cette échéance et au transfert de la gestion sur Metz, un redéveloppement des DADS à iso-fonctionnalités sera engagé en 2011 en s'appuyant sur les travaux de redocumentation de l'application DADS menés courant 2010.

Au court du moyen terme, la plupart des missions de la division EFA (DADS, Epure, Siasp) seront progressivement transférées au centre de Metz. La division sera largement mobilisée pendant tout le moyen terme afin que ce transfert se fasse dans les meilleures conditions possibles pour les utilisateurs des fichiers produits par la division. La première étape de ce transfert passe par la mise à jour de la documentation technique et fonctionnelle des différentes applications du socle SIERA.

3. Opérations répétitives

Thèmes et opérations	Unité responsable	Observations
Dmmo	F220	Fichiers administratifs mouvements de main d'œuvre (trimestriel) - chaîne renouvelée reprise en charge par la DARES
Colter	F220	Enquête annuelle sur les effectifs des Collectivités territoriales - supprimée depuis 2009 et remplacée par l'application SIASP.
Epure	F220	Exploitation trimestrielle des fichiers administratifs des Urssaf et de la MSA
PE	F220	Exploitation annuelle et trimestrielle des fichiers administratifs sur les données sociales des salariés des PE
SIASP (ex FGE)	F220	Mise au format commun de données d'emploi et de salaires sur les 3FP
DADS	F220	Exploitation annuelle des DADS du secteur privé et production d'un fichier tous salariés-tous employeurs

3.1. Enquêtes

Collectivités locales (Colter) : Enquête sur les effectifs au 31 décembre déployée au sein de l'Insee début 2002. Les résultats au 31 décembre 2008 seront disponibles début 2011. C'est la dernière enquête réalisée, la diffusion des données correspondantes est assurée par la chaîne Siasp à compter de la validité 2009.

3.2. Fichiers administratifs

DMMO : Exploitation Dares-Insee des déclarations mensuelles de mouvement de main-d'œuvre des établissements de plus de 50 salariés. Cette exploitation est prise en charge à compter de 2011 par la Dares, dans le cadre de la rationalisation des missions entre le DERA et les SSM (ce n'est plus une opération INSEE).

Urssaf-MSA : Exploitation des BRC-Urssaf (Epure) : évolutions trimestrielles de l'emploi et des masses salariales, reprises largement par les estimations d'emploi nationales. L'application Epure 2 a été mise en service en 2008. Les données des Urssaf sont complétées en gestion par les employeurs du régime agricole (Agriculture, coopératives, Crédit agricole, Chambre d'agriculture, etc.) et par la fonction publique d'État provenant de l'application SIASP. Courant 2010, les produits de diffusion d'Epure seront complétés par des données trimestrielles en provenance de l'application PE offrant ainsi aux utilisateurs une couverture exhaustive de l'emploi salarié en données conjoncturelles.

PE : CESU, DNS, PAJE

L'Insee est destinataire depuis fin 2005, des données sociales relatives aux salariés des particuliers-employeurs. A compter de la validité 2009, ces données ont été intégrées dans une chaîne informatique de traitement, l'application « PE ». Cette chaîne produit notamment en sortie un fichier agrégé à destination d'Epure 2, un fichier détail en complément du champ DADS et des données tabulées à destination de la DARES et des estimations nationales d'emploi de l'Insee.

Dads : Exploitation annuelle des déclarations sociales des employeurs. Données sur l'emploi et les rémunérations aux différents échelons géographiques.

En 2011, les efforts pour inciter les entreprises des régimes spéciaux (ex GEN principalement) à déclarer les agents à statut à la CNAV seront poursuivis. Ces actions de sensibilisation, qui visent à supprimer le « bilatéral DGI » sont conduites conjointement avec l'Unité « Très grandes entreprises » (IDF) de la CNAVTS et l'administration fiscale. Ne devrait rester à court terme dans le circuit DGI que le régime agricole dont les règles en matière de déclaration sociale diffèrent de celles des autres régimes (pas de BRC mais une DADS trimestrielle).

Des fichiers postes et salariés « au format Dads » couvrant l'ensemble des salariés et de leurs employeurs seront mis à disposition des chargés d'étude de l'Insee, des SSM et des chercheurs via des centres d'accès sécurisé. Ces fichiers seront enrichis des nouvelles variables relative à la condition d'emploi (nature du contrat de travail, quotité du travail, heures travaillées). Des fichiers établissements enrichis en variables d'intérêt seront mis à disposition des chercheurs via le Comité du secret.

Dads-PCS-ESE : emplois par sexe et profession. L'enquête sur la structure des emplois (ESE), qui a été supprimée en 1999, est désormais intégrée à la Dads. A compter de la validité 2009, les fichiers DADS proposent une PCS pour l'ensemble des salariés.

Siasp : Traitement des fichiers de paie de la Comptabilité Publique et de la Défense et des Dads du champ public. La chaîne diffuse des données homogènes d'emploi et de salaire par corps et grade sur les trois fonctions publiques, permettant de suivre les transferts de compétence et les effets de la loi sur la mobilité au sein de la fonction publique.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

L'enquête Colter a été remplacée par une exploitation localisée des DADS. Ce sont 80 000 questionnaires en moins envoyés aux collectivités locales depuis début 2010.

La refonte conduite sur les trois fonctions publiques a pour objet d'alléger sensiblement les autres enquêtes auprès des employeurs publics pour la fin du moyen terme. En contrepartie, l'accès aux données issues de Siasp sera élargi à l'ensemble des partenaires de la Fonction publique.

5. Aspects particuliers du programme 2011

5.1. Aspects « territoires »

Les sources administratives sur l'emploi et les rémunérations font l'objet d'investissements pour obtenir des données mieux localisées. Ces investissements bénéficient également directement au projet Estel de l'Insee (estimations d'emploi localisées).

Dads : Les travaux de dégroupement des Dads (affectation des salariés à leur bon établissement de travail, dans le cas de déclarations regroupées pour plusieurs établissements de la même entreprise), dont Clap assure la maîtrise, sont intégrés dans les fichiers mis à disposition des utilisateurs. Des actions de sensibilisation sont menées au sein du Comité TDS auprès des gros employeurs continuant à faire des déclarations groupées en infraction avec la législation sociale en matière d'accidents du travail.

Siasp-État : Depuis 2005, Clap prend en charge la sirétisation des fichiers de paye des agents de l'État. Comme pour les Dads, Clap transmet le résultat de ces travaux à la section Siasp qui les intègre dans le fichier détail des agents de l'État. Avec la mise en place du volet conjoncturel de Siasp pour Epure, le pôle Fonction publique codifie désormais le Siret du lieu de travail.

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Néant.

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »

Les données produites sur l'emploi et les revenus servent aux calculs de nombreux indicateurs sur l'emploi et les salaires préconisés par le CNIS.

5.4 Aspects « européens »

Les réponses aux demandes d'Eurostat concernant les statistiques annuelles de salaires (gains annuels bruts moyens par catégorie socioprofessionnelle) sont établies à partir des Dads depuis fin 1999.

La fourniture trimestrielle à Eurostat de l'évolution des masses salariales par secteur d'activité, en réponse au règlement sur les statistiques conjoncturelles, est assurée à partir des bordereaux Urssaf depuis 2001.

L'extension de l'indice européen du coût du travail (LCI) aux employeurs publics est assurée depuis le premier trimestre 2009 à partir d'Epure 2.

6. Diffusion des travaux

L'objectif est que l'ensemble des produits en sortie des Dads soit mis à disposition des utilisateurs moins de 18 mois après la fin de la validité de référence. Les publications des résultats définitifs

couvriront l'ensemble du champ salarié à compter de la validité 2009 mise à disposition au deuxième trimestre 2011.

Concernant la fonction publique, l'objectif 2011 est de mettre à disposition des données homogènes sur les trois fonctions publiques en niveau et en évolution pour 2009/2008, 16 mois après la fin de la validité de référence (effectifs par statut et décomposition des rémunérations). Ces données alimentent en effet le rapport faits et chiffres dans la Fonction publique présenté aux partenaires sociaux à l'été 2011. Une double codification des principaux indicateurs d'emploi et de salaire sur la fonction publique est prévue sur la validité 2008.

L'accès des chercheurs aux données détail issues du processus DADS est possible depuis début 2010 dans le cadre d'un Centre d'accès sécurisé à distance géré par le GENES. A compter de 2011, les administrations auront accès à des tabulations sur mesure sur les trois fonctions publiques dans le cadre du SID mis en place par l'Opérateur national de paye et alimenté par les fichiers en sortie de l'application SIASP.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Dmmo	F220			Production prise en charge par la Dares à partir de 2011
Colter	F220			Supprimée
Epure	F220			Diffusion à tout employeur à partir de 2010
DADS	F220		Dads tous salariés à partir de 2008 Passage à la PCS	Effectif sur la validité 2009 (diffusion 2011)
Application PE	F220	Mise en production complète mi-2010		Terminé
Application SIASP (ex FGE)	F220	Mise en production complète fin 2009		Terminé

Annexe

Liste des publications diffusées effectivement en 2009-2010

Titres et liens	Type de diffusion	Enquêtes concernées	Date de la diffusion	Remarques
« les salaires dans l'industrie, le commerce et les services » (IR) http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/irweb.asp?id=dads2007	3	DADS	Nov2009	
« les agents de l'État au 31/12/2006 » http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/irweb.asp?id=agents06	3	FGE	Avril 2009	
« les salaires des agents de l'État » (IR) http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/irweb.asp?id=salae050607	3	FGE	Nov 2009	
« l'emploi dans les collectivités territoriales » (IR) http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/irweb.asp?id=colter050607	3	COLTER	Sept 2009	
« Les salaires des agents des collectivités territoriales en 2007 » (IP) http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip1258	3	DADS	Sept 2009	
« les salaires des agents de l'État en 2007 » (IP) http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip1257	3	FGE	Sept 2009	
« les salaires dans les entreprises en 2007 » (IP) http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip1235	3	DADS	Mai 2009	
« l'emploi dans les collectivités locales en 2006 » (IP) http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip1205	3	COLTER	Juil 2008	
« les salariés des particuliers-employeurs en 2006 » http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip1173	3	PE	Janv 2008	
« Dads : postes et salariés 2007 au 1/12 » - fichier tout public http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&ref_id=fd-dads2007	2	DADS	Janv 2010	
« Dads ; fichier postes et salariés 2007 exhaustif » fichier accessible aux chercheurs via le CASD du Genes	2	DADS	Janv 2010	
Rapport annuel sur l'État de la fonction publique http://www.fonction-publique.gouv.fr/article1488.html	3	SIASP		

Division Emploi

1. Exposé de synthèse

En 2011, la refonte de l'enquête Emploi sera en cours. Tout d'abord, l'échantillon aura déjà atteint sa taille prévue, augmentée de 50% par rapport à celle de 2008 et ce à compter de mi-2010. Le renouvellement de l'échantillon actuel sera en cours, et s'achèvera au T3 2011. Ainsi, fin 2011, l'ensemble de l'échantillon sera de nature homogène. En outre, la suite du projet de rénovation de l'enquête à horizon de l'année 2013 sera en préparation. Ce projet englobe notamment une réécriture de la chaîne de traitement qui a vieilli. Le questionnaire sera également revu (notamment le module formation qui cherchera à mieux cerner les reprises d'étude et à distinguer les formations formelles et non-formelles). L'enquête Emploi dans les Dom sera homogénéisée avec celle de la métropole, afin de permettre une meilleure intégration des résultats des Dom et de ceux de la métropole. Une mensualisation de l'exploitation des données sera étudiée ainsi que la façon de mieux couvrir les communautés. Enfin, les travaux méthodologiques permettant de fiabiliser les résultats de l'enquête seront poursuivis : méthodes de correction des non-réponses, analyse des biais dans l'enquête, construction éventuelle d'estimateurs longitudinaux.

Le module complémentaire européen attaché à l'enquête Emploi portera sur l'insertion professionnelle des personnes handicapées (2011).

La nouvelle nomenclature internationale des professions (CITP), revue en 2008, sera implémentée pour l'ensemble des enquêtes européennes. Les travaux sur l'articulation des nomenclatures de professions et des nomenclatures sociales française et européenne/internationale seront poursuivis.

Deux enquêtes portant sur les compétences des adultes seront en cours de collecte ou en cours de finalisation : IVQ et Piaac. L'enquête européenne sur la formation tout au long de la vie (AES) sera en test, pour une collecte en 2012. L'enquête FQP sur la formation et la mobilité sociale sera en cours d'élaboration pour une collecte prévue en 2013.

2. Travaux nouveaux pour 2011

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

En 2011, le module complémentaire européen attaché à l'enquête Emploi portera sur l'insertion professionnelle des personnes handicapées.

Deux tests Capi du nouveau questionnaire de l'enquête emploi seront menés en juin et en septembre 2011, en métropole et dans les Dom.

La conception d'AES (Adult Education Survey), en co-maîtrise d'ouvrage avec la Dares, devra être finalisée, pour une collecte en 2012. Il en sera de même pour IVQ et Piaac (collecte en 2011 et 2012). Par ailleurs, il faudra concevoir le module complémentaire européen 2012, portant sur le passage à la retraite.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010

Néant.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

Néant.

3. Opérations répétitives

3.1. Enquêtes

Thèmes et opérations	Unité respon-sable	Observations
Enquête sur l'emploi	Division emploi	
Enquête sur l'emploi dans les DOM	CRIEM	
Enquête sur l'entrée dans la vie adulte	Division emploi	
Gestion des nomenclatures PCS et spécialités de formation	Division emploi	

3.2. Exploitation de fichiers administratifs

Sans objet.

3.3. Autres travaux

Sans objet.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet.

5. Aspects particuliers du programme 2010

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

5.4. Aspects « européens »

La division Emploi participe aux task force d'Eurostat de préparation du module complémentaire 2012 sur le passage à la retraite, celle sur l'enquête AES, ainsi que celle préparant le module complémentaire 2013 sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

La task force d'Eurostat sur l'amélioration de la qualité des variables éducation dans l'enquête emploi et les autres enquêtes ménages devrait se terminer en 2010, et déboucher sur des propositions concrètes de modification des variables européennes sur le champ des diplômes et de la formation tout au long de la vie.

Les travaux sur les nomenclatures internationales socioprofessionnelles seront à mener en lien avec ce qu'Eurostat mettra en place sur Esec suite aux réponses, en juin 2009, à l'appel d'offres européen sur le test du projet de nomenclature socio-économique européenne Esec.

La division Emploi participera à la task-force d'Eurostat sur la nomenclature internationale des professions en 2010.

6. Diffusion des travaux

La diffusion des résultats trimestriels de l'enquête Emploi sur le chômage et le sous-emploi se poursuivra sous la forme d'Informations Rapides. Les résultats de l'ensemble de l'enquête sur l'année 2010 seront diffusés avec : un Insee Première au mois de mai 2011 portant sur les résultats structurels de l'année 2010 ; des tableaux détaillés (Insee Résultats) sur le site internet de l'Insee à l'été 2011 ; le fichier de données individuelles anonymisées sur le site internet de l'Insee à l'été 2011 ;

un fichier de production et de recherche géré par le Centre Quételet à l'automne 2011 ; de nombreux tableaux sur divers supports de publication de l'Insee.

Une liste des publications diffusées en 2009-2010 est jointe en annexe.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

TRAVAUX NOUVEAUX

Thèmes et opérations	Unité responsable	Observations
Module complémentaire 2011 Insertion professionnelle des personnes handicapées	Division emploi et Dares	
Module complémentaire 2012 Passage à la retraite	Division emploi	
Module complémentaire 2013 Accidents du travail et maladies professionnelles	Division emploi et Dares	
IVQ	Division emploi - Dares - Depp	Date prévue : fin 2011
PIAAC	Division emploi - Dares - Depp	Date prévue : début 2012
AES	Division emploi -Dares	Date prévue : mi 2012
FQP	Division emploi	Date prévue : 2013
Projet de refonte de l'enquête emploi	Division emploi	Date prévue de mise en place : 2013

Annexe

Liste des publications diffusées effectivement en 2009-2010

INSEE Première

- Cécile Brousse, Coralie Perez (Centre d'Économie de la Sorbonne-Céreq), Patrick Pommier (Dares)
- Se former en cours de vie active, n°1234, mai 2009
- Lucie Gonzalez, Anne Mansuy - En 2007, les salariés à temps complet ont dépassé, en moyenne, les « 35 heures », n°1249, juillet 2009
- Arnaud Degorre, Véronique Guyon, Muriel Moisy (Drees) - Sur dix jeunes entrés en 6e en 1995, neuf se déclarent en bonne ou très bonne santé en 2007, n°1261, octobre 2009
- Olivier Monso, François Gleizes - Langues, diplômés : des enjeux pour l'accès des immigrés sur le marché du travail, n°1262, novembre 2009
- François Chevalier, Anne Mansuy - Une photographie du marché du travail en 2008- Résultats de l'enquête emploi, n°1272, décembre 2009
- Alice Mainguené, Daniel Martinelli - Femmes et hommes en début de carrière - Les femmes commencent à tirer profit de leur réussite scolaire, n°1284, février 2010

Fichier de données individuelles

- Fichier de production et de recherche de l'enquête Information et vie quotidienne en Martinique de 2005 : janvier 2009
- Fichier de production et de recherche de l'enquête Information et vie quotidienne de 2004 : avril 2009

- Fichier de production et de recherche de l'enquête complémentaire à l'enquête emploi de 2007 sur les accidents du travail, maladies professionnelles et handicap : juillet 2009
- Fichier de production et de recherche de l'enquête Entrée dans la vie adulte de l'année 2007, ainsi que l'enquête complémentaire Santé : octobre 2009

Insee Résultats

- Enquête Emploi 2008 (janvier 2010)

Division Salaires et revenus d'activité

1. Exposé de synthèse

Comme les années précédentes, l'activité de la division en 2011 sera fortement structurée par les règlements européens adoptés ces dernières années et régissant la production de données structurelles et conjoncturelles sur les salaires et le coût du travail.

Le règlement européen cadre n°530/1999 du 9 mars 1999 qui régit les enquêtes sur le coût de la main-d'œuvre (ECMO) et sur la structure des salaires (ESS), prévoit une enquête sur la structure des salaires en 2010 à livrer à Eurostat en juillet 2012 et une enquête sur le coût de la main d'œuvre 2012 à livrer en 2014. Ces livraisons devront se faire sur un champ plus large que précédemment. En effet, si l'Ecmo 2008 comme l'ESS 2006, couvraient déjà le champ de la santé et de l'éducation, l'ESS 2010 et l'ECMO 2012 devront couvrir, en plus, le champ de l'administration (État et collectivités locales). Pour ce faire, l'Ecmoss classique sera étendue, pour la validité 2010 (enquête réalisée en 2011) aux collectivités locales via le dispositif habituel et une enquête postale, réalisée à l'automne 2011, directement auprès de 20 000 fonctionnaires d'état combinée à l'exploitation du fichier de paie des agents de l'état permettront d'assurer cette extension. Par contre, pour l'Ecmo 2012, le recours à une enquête postale auprès des agents de la FPE ne sera pas nécessaire.

C'est dans le cadre d'un autre règlement (le règlement cadre n°450/2003 du 27 février 2003) que l'Insee produit régulièrement depuis le début 2005 l'indice du coût du travail (ICT).

Concernant les revenus des non-salariés, le projet de la base de données non-salariés (revenu et effectif des non-salariés) couvrant l'ensemble du champ, notamment les agriculteurs et les professions médicales devrait aboutir à la fin 2010 avec une mise à disposition de produits de diffusion au début 2011.

Enfin, en 2011 devrait sortir un nouvel ouvrage de la collection « Références » consacré à l'emploi et aux salaires, ouvrage porté par le DERA et la DARES.

2. Travaux nouveaux pour 2011

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles

- Les Ecmoss, en 2011, ne sont plus des enquêtes nouvelles. Elles sont évoquées dans la rubrique « Enquêtes répétitives ». Mais, en 2011, l'Ecmoss sera étendue aux collectivités locales et sera de plus complétée sur le champ de la fonction publique d'état par une enquête postale au domicile de 20 000 agents de l'état (en complément des données déjà disponibles dans le fichier de paie des agents de l'État). Elle portera notamment sur la formation et la carrière du salarié. Ce sera la première enquête de ce type réalisée sur ce public sur le thème des salaires.

2.2. Sources administratives nouvelles

Par le passé, l'étude des revenus des travailleurs indépendants et employeurs ne visait que les entrepreneurs individuels, ce qui ne représentait pas l'ensemble des non-salariés. C'est pourquoi l'Insee a lancé un projet de constitution d'une base de données « Non-salariés » plus large (Entrepreneurs individuels mais aussi gérants majoritaires) à partir de deux sources administratives (l'Acoss et la MSA) couvrant un champ beaucoup plus large (avec notamment les agriculteurs et les professions de santé). Ce projet qui équivaut pour les non-salariés aux Dads et qui a été présenté à la séance du 24 février 2006 du CNIS devrait être opérationnel fin 2010. Il permet d'enrichir notablement la connaissance des revenus des non salariés. Il alimente dès à présent Estel (Estimation localisée d'emploi). Et, en 2011, il permettra de mettre à disposition des utilisateurs des fichiers détails et des publications (Insee Première, Insee Résultats).

A horizon 2011 ou 2012, les divers panels gérés par SRA (DADS, SIASP et NS) seront reformatés pour être en cohérence avec le futur EDP. De la sorte, on bénéficiera pleinement de l'élargissement de l'EDP. De plus, on envisage de rapprocher le panel « tous salariés » du panel NS pour étudier comment les trajectoires salariales antérieures des créateurs d'entreprises permettent de comprendre leur dynamique propre. Cela devra faire l'objet d'une demande à la Cnil.

2.3. Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

En juillet 2012, l'Insee devra fournir à Eurostat les résultats de l'ESS 2010. Cette livraison fondée sur l'agrégation des deux vagues d'enquête (Ecmoss 2009 et 2010), se fera en juin 2012. Pour le champ de la FPT et de la FPE, cette réponse se fera, à partir de 2 enquêtes, (l'Ecmoss 2010 pour la FPT, l'enquête postale de la FPE combinée à une source administrative pour la FPE).

3. Opérations répétitives

En 2011, comme chaque année depuis 2006, sera réalisée une enquête sur la structure des salaires et le coût de la main d'œuvre (Ecmoss). L'Ecmoss a, en 2011 comme en 2010 un questionnaire orienté sur la structure des salaires. En 2012 et en 2013, par contre, le questionnaire sera orienté « Coût de la main d'œuvre ». Rappelons qu'après être passée au Comité du Label en 2005, l'Ecmoss y est repassée en 2009.

Depuis le début 2008, l'Insee et la Dares ont commencé à diffuser les premiers résultats du dispositif annualisé.

TRAVAUX REPETITIFS

Thèmes et opérations	Unité responsable	Observations
Ecmoss	F240	Annuel
ICT	F240	Trimestriel
Base « Non-salariés »	F240	Annuel
Panel « Tous salariés »	F240	Annuel
Références « Emplois et salaires »	F201	Annuel

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Concernant l'Ecmoss, la fourniture de résultats pour les entreprises de moins de 10 salariés, qui pourrait être à l'avenir demandée par Eurostat, pourrait se faire sans alourdissement de la charge statistique pesant sur les entreprises, à partir des Dads et de l'enquête Acemo réalisée par la Dares auprès de cette population.

5. Aspects particuliers du programme 2011

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Le projet non-salarié alimente directement depuis 2009 un autre projet de l'Insee consacré aux estimations localisées d'emploi (Estel).

5.2. Aspects « environnement »

Néant.

5.3 Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »

Néant.

5.4. Aspects « européens »

Le cadre européen conditionne largement la statistique sur les salaires. Au niveau structurel, les enquêtes biennales sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires sont régies par un règlement européen. Et, au niveau conjoncturel, l'Insee fournit chaque trimestre un indice de coût du travail (ICT) et l'évolution des masses salariales pour l'industrie, le BTP et les services. De même,

SRA fournit à Eurostat des données annuelles sur le coût de la main-d'œuvre, sur les salaires et sur le différentiel de salaire Hommes/Femmes.

C'est dans ce cadre que deux grandes opérations de la division, l'ICT et l'Ecmoss sont réalisés.

6. Diffusion des travaux

La diffusion des travaux sur les salaires se fait prioritairement selon 5 voies

- Productions d'Insee Première annuels sur les salaires ou les revenus d'activité
- Production d'Insee-Résultats consacrés à l'Ecmoss (1 tous les 2 ans) et aux non-salariés (tous les ans). Cette production d'Insee-Résultats réguliers devrait être initiée à partir de 2011.
- Réalisation régulière de deux ouvrages de la collection Référence l'un sur l'emploi et les salaires l'autre sur les revenus d'activité des non-salariés.
- Contributions régulières sur le thème des salaires et des revenus d'activité dans d'autres publications de l'INSEE (France Portrait Social, Regards sur la parité, TEF).
- Mise à disposition de données sur le Web. A travers la rubrique « La France en faits et en chiffres », un nombre de plus en plus important de tableaux documentés est mis à disposition.
- Mise à disposition, début 2010, via le Centre Quételet, de fichiers de production et de recherche (FPR) des Ecmoss 2005 et 2006

7. Suivi des travaux prévus au programme moyen terme 2009-2013

TRAVAUX NOUVEAUX

Thèmes et opérations	Unité respon-sable	Observations
Extension de l'Ecmoss aux administrations d'état et locales (Ecmoss 2009)	F240	Mis en œuvre en 2011
Enquête complémentaire à l'Ecmoss 2010	F240	A mettre en œuvre en 2011. A destination des agents de l'État. Questionnaire portant notamment sur la carrière et la formation initiale.
Extension de l'Ecmoss aux moins de 10 salariés	F240	Si demande d'Eurostat, à mettre probablement en œuvre en 2011 en s'appuyant sur l'enquête annuelle Acemo des moins de 10 salariés de la Dares.
Rénovation de la base « non-salariés »	F240	Base mise en production en fin 2010 qui devrait donner lieu à une première rénovation en 2012

ANNEXE**LISTE DES PUBLICATIONS EFFECTIVES 2009-2010*****INSEE-Première***

- Les salaires des agents de la fonction publique territoriale en 2006 - N°1223 - fév 2009
- Les salaires dans les entreprises en 2007 N°1235 - mai 2009
- Les salaires des agents de l'état en 2007 - N°125 7 - septembre 2009
- Les salaires des agents de la fonction publique territoriale en 2007 - N°1258 - sept. 2009
- En 2007, le salaire était la première source d'insatisfaction vis à vis de l'emploi - N°1270 - dec. 2009
- Les professions libérales en 2007- N°1282 - fév. 2010
- Les très hauts salaires (à paraître en mars 2010)
- Les revenus d'activités 2007 des non-salariés du commerce, de l'industrie et des services (à paraître en avril 2010)

Collection Références

- Les revenus d'activités des indépendants, édition 2009 - septembre 2009.
- Contribution à la Vue d'ensemble France Portrait social 2009-2010 (novembre 2009).
- Les salaires en France, édition 2010 - février 2010.

**Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi
Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville
DARES – Mission d'analyse économique**

1. Exposé de synthèse

La Mission d'analyse économique de la DARES (i) effectue des travaux d'évaluation des politiques publiques sur le marché du travail avec notamment des études sur les incitations financières à la reprise d'emploi ou maintien en emploi, (ii) réalise une synthèse macroéconomique de la conjoncture et des prévisions centrées sur l'équilibre du marché du travail, et (iii) traite des questions internationales relatives au marché du travail.

Depuis septembre 2009, la MAE assure le secrétariat du comité d'évaluation du rSa, et anime le groupe de travail de ce comité consacré à l'évaluation de l'effet du dispositif sur le marché du travail et l'insertion professionnelle des bénéficiaires. Dans ce cadre, elle est en charge de l'enquête menée fin 2010-début 2011 en vue d'apprécier l'impact du rSa sur le marché du travail et produira des études à partir de cette source en 2011, qui viendront notamment nourrir le rapport final du comité d'évaluation du rSa.

2. Travaux nouveaux pour 2011

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2010

Néant

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2011

La DARES exploitera en 2011 l'« enquête sur le revenu de Solidarité active (rSa) » sur le terrain fin 2010-début 2011. Cette enquête auprès de bénéficiaires du rSa et d'une population témoin vise à contribuer à l'évaluation des effets du rSa sur les parcours professionnels (accès à l'emploi, nature des emplois occupés, durée des emplois...), à décrire la situation des bénéficiaires, notamment en terme d'accompagnement, à apprécier leur connaissance et leur compréhension du dispositif et à étudier et quantifier le phénomène du non recours. Les résultats de cette enquête alimenteront le rapport final du Comité d'évaluation du rSa qui doit être remis au parlement avant la fin 2011.

3. Opérations répétitives

Néant

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Néant

5. Aspects particuliers du programme

5.1 - Aspects « régionaux et locaux »

Néant

5.2 - Aspects « environnement et développement durable »

Néant

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

L'enquête envisagée s'inscrit dans le cadre de l'évaluation du rSa.

5.4 - Aspects « européens »

Néant

6. Diffusion des travaux

Les résultats de l'enquête seront exploités dans le rapport que rendra le comité d'évaluation du rSa à la fin de l'année 2011.

Par ailleurs, des publications sous forme de « Dares Indicateurs » (anciennement « Premières Synthèses-premières informations ») pourront avoir lieu.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Néant

Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi
Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville
DARES - Sous-direction « Emploi et marché du travail »

1. Exposé de synthèse

La sous direction Emploi Marché du Travail traite des domaines de l'emploi, du chômage, des métiers et des qualifications ainsi que de l'emploi des personnes handicapées. Elle publie des informations conjoncturelles mensuelles et trimestrielles (demandeurs d'emploi en fin de mois, mouvements de main d'œuvre, entrées et sorties des salariés dans les établissements, évolution de l'emploi salarié, évolution de l'intérim, tensions sur le marché du travail), assure le suivi annuel des mesures défensives de la politique de l'emploi (restructurations, chômage partiel, mesures de préretraites et de retraites progressives) et conduit des travaux d'études et d'évaluation, notamment sur l'accompagnement des demandeurs d'emploi, l'utilisation des contrats par les entreprises, les emplois vacants, la prospective des métiers et des qualifications, l'indemnisation du chômage.

Au cours de l'année 2011, les travaux visant à mieux rendre compte du fonctionnement du marché du travail, suite aux recommandations du rapport du groupe de travail du Cnis présidé par J-B. de Foucauld, se poursuivront : l'enquête auprès des demandeurs d'emploi entrants sur les listes de Pôle emploi sera préparée en 2010 en vue d'une mise en œuvre en 2011, en collaboration avec Pôle emploi ; les estimations trimestrielles de postes à pourvoir dans le secteur marchand seront améliorées et étendues à un champ plus large (entreprises de 1 à 9 salariés) selon les conclusions d'un groupe de travail inter-institutionnel sur la mesure statistique des emplois vacants en France ; les exploitations du fichier issu du rapprochement des DADS et du FHS seront poursuivies (analyse de l'activité réduite, trajectoires des licenciés économiques).

Afin d'améliorer la qualité des statistiques sur les flux de main-d'œuvre, la refonte du dispositif de collecte des DMMO et des EMMO, entamée en 2009, aboutira en 2011. La collecte sera sous traitée et une gestion de référentiel commune aux deux dispositifs sera assurée à la Dares pour mieux prendre en compte la démographie des entreprises. Les études sur la précarité de l'emploi seront poursuivies (complémentarité ou substituabilité des CDD et de l'intérim, accès des intérimaires à l'emploi en CDD ou CDI, durée des CDD) de même que les travaux méthodologiques sur la prise en compte de la démographie des entreprises dans l'évolution des mouvements de main d'œuvre.

Les évolutions et la dynamique du marché du travail par métiers seront étudiées : poursuite de la rénovation des « fiches métiers » par la prise en compte de nouvelles sources et des nouvelles nomenclatures de Familles professionnelles ; finalisation des projections à moyen terme d'emploi par métiers dans le cadre de l'exercice sur la prospective des métiers à l'horizon 2020, piloté par le CAS.

La sous direction continuera à mener des travaux d'évaluation sur l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des bénéficiaires du rSa (exploitation notamment d'une enquête auprès des bénéficiaires d'un accompagnement par les organismes privés de placement en collaboration avec Pôle emploi). Le module 2011 de l'enquête Emploi sur l'insertion professionnelle des personnes handicapées sera par ailleurs lancé..

2. Travaux nouveaux pour 2011

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

- Enquête auprès des demandeurs d'emploi entrants sur les listes de Pôle emploi (en collaboration avec Pôle emploi).
- Module 2011 de l'enquête Emploi sur l'insertion professionnelle des personnes handicapées.

- Enquête auprès des demandeurs d'emploi accompagnés par des organismes privés de placement.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2011

- Poursuite de l'exploitation du fichier issu du rapprochement des DADS et du FHS (sur l'activité réduite, les licenciés économiques).
- Aménagements de la chaîne des déclarations d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH) en fonction des modifications de la législation.
- Mise en place de la refonte NOSTRA.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2011

- Pour améliorer la qualité des statistiques sur les flux de main-d'œuvre, le dispositif de collecte sera centralisé. La collecte des DMMO et celle des EMMO seront sous traitées. Une gestion de référentiel commune aux deux dispositifs sera assurée à la DARES afin de mieux prendre en compte la démographie des entreprises.
- Pour améliorer l'expertise sur l'emploi et les mouvements de main d'œuvre, l'étude de l'impact de la démographie des entreprises sera poursuivie. Les données relatives aux petites entreprises (EMMO et Acemo-TPE) seront comparées. Les différentes sources permettant de décrire les CDD, seront mobilisées pour mettre en cohérence les flux d'embauche, de sortie et le nombre de CDD. On tentera d'estimer la durée des CDD.
- Les estimations trimestrielles de postes à pourvoir fondées actuellement sur ACEMO pour le secteur marchand seront améliorées et complétées par des données sur les entreprises de 1 à 9 salariés.
- La nomenclature des Familles professionnelles, révisée suite à la refonte de la nomenclature ROME de Pôle Emploi, servira de référence aux travaux sur les métiers, en particulier ceux relatifs à la prospective et aux projections d'emploi en 2020.
- Rénovation des « fiches métiers » : prise en compte des nouvelles sources et des nouvelles nomenclatures (familles professionnelles en fonction du nouveau ROME de Pôle Emploi), mise au point d'une nouvelle présentation et rénovation des indicateurs. Cette rénovation induira des travaux nouveaux sur la transformation des structures des métiers, la mobilité professionnelle et les entrées et sorties de métiers.
- Exercice sur la prospective des métiers à l'horizon 2020. La nouvelle méthode de prospective des métiers, mise au point par le groupe de travail piloté par le CAS, sera appliquée pour les prochaines projections à moyen terme d'emploi par métiers
- Exploitation de l'enquête TeO.

3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
Enquête sur les mouvements de main-d'œuvre auprès des établissements de 1 à 49 salariés, en complément de la déclaration mensuelle à laquelle sont assujettis les établissements de 50 salariés ou plus	DARES SD-EMT	
Enquête Sortants : publication trimestrielle	DARES SD-EMT	
Exploitation de fichiers administratifs		
Exploitation des déclarations mensuelles de mouvements de main-d'œuvre	DARES SD-EMT	
Exploitation des fichiers mensuels de relevés de missions d'intérim	DARES SD-EMT	
Statistiques mensuelles sur les demandeurs d'emploi inscrits et les offres collectées par	DARES SD-EMT	

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Pôle emploi		
Exploitation du fichier historique des demandeurs d'emploi de Pôle emploi	DARES SD-EMT	
Exploitation des fichiers des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et des offres déposées à Pôle emploi pour évaluer les tensions par métiers	DARES SD-EMT	
Exploitation annuelle de l'exercice 2009 de la DOETH	DARES SD-EMT	
Autres travaux répétitifs		
Suivi statistique de l'emploi dans le secteur marchand	DARES SD-EMT	
Suivi statistique des ruptures conventionnelles	DARES SD-EMT	
Production trimestrielle des indicateurs du SPE : taux de sortie de Pôle emploi de plus de trois mois nationaux et régionaux pour certains publics cibles, éloignés de l'emploi	DARES SD-EMT	
Suivi statistique des dispositifs de préretraites publiques et des dispenses de recherche d'emploi	DARES SD-EMT	
Suivi statistique des mesures d'accompagnement des plans sociaux	DARES SD-EMT	
Suivi statistique de la récurrence sur les listes de Pôle emploi	DARES SD-EMT	
Bilan annuel des allocations de la solidarité	DARES SD-EMT	
Bilan annuel de l'indemnisation du chômage	DARES SD-EMT	
Bilan annuel sur les demandeurs d'emploi	DARES SD-EMT	
Poursuite des travaux sur les tensions par métiers	DARES SD-EMT	
Suivi de l'harmonisation des nomenclatures des métiers au niveau international (Esec, Isco)	DARES SD-EMT	

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

- Depuis 2007, les entreprises assujetties à la déclaration mensuelle de mouvements de main-d'œuvre peuvent télédéclarer leur déclaration. En 2009, un nouveau service a été offert, la déclaration via un échange de données informatisées. En 2011, la télédéclaration sera étendue à l'enquête EMMO.
- L'échange de données informatiques pour la DOETH, ne sera pas mis en place en 2010. En effet, l'étude d'opportunité menée en 2009 n'a pas montré que les entreprises le jugeaient utile.

5. Aspects particuliers du programme 2011

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

- Le système d'information sur l'intérim et sur les flux de main-d'œuvre dans les grands établissements continuera de fournir des résultats par région ou département.
- Les services déconcentrés n'interviendront plus dans la collecte des DMMO et EMMO (régions test en 2010, généralisation en 2011).
- Mise à jour de l'outil sur les tensions du marché du travail par Fap fines et par régions. Alimentation de l'outil du PSAR de Lille (Insee).

- Alimentation des Dares en données sur les demandeurs d'emploi et les offres d'emploi collectées par Pôle emploi.

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

- Participation aux travaux de l'Observatoire des emplois et des métiers de la croissance verte.

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »

- Participation aux travaux d'évaluation sur le RSA et l'accompagnement des demandeurs d'emploi.

5.4. Aspects « européens »

- Amélioration des estimations de postes à pourvoir (demande d'Eurostat).
- Participation avec l'Insee aux travaux sur l'harmonisation des nomenclatures de professions.
- Suivi des nomenclatures des métiers au niveau international (Esec, Isco).
- Participation aux travaux sur la prospective par métiers menés au niveau européen (Cedefop).
- Module ad hoc 2011 sur l'insertion professionnelle des personnes handicapées.

6. Diffusion des travaux

Les études de la Dares feront essentiellement l'objet de publication sous le format « Dares Analyses » tandis que les indicateurs seront diffusés dans les publications « Dares Indicateurs » (anciennement « Premières Synthèses-Premières Informations »).

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Système d'information emploi/chômage/personnes handicapées	Dares	En cours en 2010		Poursuite en 2011
Ruptures du contrat de travail	Dares	En cours en 2010	A partir de EMMO-DMMO et de la remontée de données administratives sur les ruptures conventionnelles	Poursuite en 2011
Suivi des formes particulières d'emploi	Dares	En cours en 2010 sur l'intérim	Suite du Rapport de Foucauld	Poursuite en 2011
Trajectoires des demandeurs d'emploi à partir du FH-DADS	Dares	En cours en 2010	Suite du Rapport de Foucauld	Poursuite en 2011
Entrants sur les listes de Pôle emploi	Dares	Analyses exploratoires en 2010	Suite du Rapport de Foucauld	Lancement envisagé en 2011
Emplois vacants	Dares	Remise du rapport du Groupe de travail en mars 2010	Suite du Rapport de Foucauld	Terminé
Nomenclatures de métiers	Dares			Terminé
Prospective des métiers	Dares	Publication en 2011 de projections d'emploi par		

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
		métiers		
Exploitation de l'enquête TeO	Dares	Début en 2010		Poursuite en 2011

Annexe

Publications diffusées effectivement en 2009 et 2010

2009

	Type	Titre
01.1	PI	Marché du travail en novembre 2008
03.2	PI	Évolution de l'emploi salarié en novembre 2008
03.3	PI	Conjoncture de l'emploi et du chômage au 3e trimestre 2008
05.1	PI	Emploi intérimaire au 3e trimestre 2008
05.2	PI	Marché du travail en décembre 2008
05.3	PS	Mobilité entre métiers : 30% des personnes en emploi en 1998 avaient changé de métier en 2003
07.1	PI	Tensions sur le marché du travail au 3e trimestre 2008
07.2	PI	Évolution de l'emploi salarié en décembre 2008
09.1	PI	Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par pôle emploi en janvier 2009
09.3	PI	Préretraites publiques en 2007
11.1	PI	Emploi salarié au 4e trimestre 2008
12.1	PS	Emploi et chômage des 15-29 ans en 2007
13.1	PI	Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par pôle emploi en février 2009
16.1	PI	Tensions sur le marché du travail au 4e trimestre 2008
16.2	PI	Dispense de recherche d'emploi en 2007 (Merlier)
18.1	PI	Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par pôle emploi en mars 2009
18.3	PI	Conjoncture de l'emploi et du chômage au 4e trimestre 2008
18.4	PI	Emploi intérimaire au 4e trimestre 2008
22.3	PI	Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par pôle emploi en avril 2009
24.1	PI	Emploi salarié au 1er trimestre 2009
24.2	PI	Forte augmentation des mouvements de main-d'œuvre en 2007
26.1	PI	Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par pôle emploi en mai 2009
26.2	PS	Contrat nouvelles embauches vu par les salariés
26.3	PI	Préretraites publiques en 2008
27.3	PI	Emploi intérimaire au premier trimestre 2009
27.4	PI	Intérim en 2008
28.3	PI	Conjoncture de l'emploi et du chômage au 1er trimestre 2009
29.1	PI	Tensions sur le marché du travail au 1er trimestre 2009
31.1	PI	Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par pôle emploi en juin 2009
34.1	PS	Emploi, chômage, population active : bilan de l'année 2008
35.1	PI	Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par pôle emploi en juillet 2009
37.2	PI	Emploi salarié au 2e trimestre 2009
39.1	PS	Emploi et chômage des 15-29 ans en 2008
39.2	PS	Emploi et chômage des 50-64 ans en 2008
39.3	PI	Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par pôle emploi en août 2009
40.2	PI	Emploi intérimaire au 2e trimestre 2009
41.1	PS	Expérimentation d'accompagnement renforcé de l'Unédic et de l'ANPE : analyse du processus d'entrée en parcours d'accompagnement
41.2	PS	Expérimentation d'accompagnement renforcé de l'Unédic et de l'ANPE : contenu de l'accompagnement et opinion des bénéficiaires
42.2	PI	Conjoncture de l'emploi et du chômage au 2e trimestre 2009

	Type	Titre
43.1	PI	Tensions sur le marché du travail au 2e trimestre 2009
43.2	PS	Parcours d'accompagnement vers l'emploi des salariés licenciés pour motif économique : comparaison entre le CTP, la CRP et l'accompagnement classique de l'ANPE
43.3	PS	Reclassement professionnel des salariés licenciés pour motif économique : comparaison entre le CTP, la CRP et l'accompagnement classique de l'ANPE
44.1	PI	Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par pôle emploi en septembre 2009
44.2	PI	Mouvements de main-d'œuvre en 2008
44.3	PS	Emploi des travailleurs handicapés dans les établissements de 20 salariés ou plus du secteur privé en 2007
44.4	PI	Sortants des listes de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en mars 2009
48.1	PS	Habiter en ZUS et être immigré : un double risque sur le marché du travail
48.2	PS	Dispositifs publics d'accompagnement des restructurations en 2008
48.3		Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par pôle emploi en octobre 2009
50.4	PI	Emploi salarié au 3e trimestre 2009
52.1	PI	Emploi intérimaire au 3e trimestre 2009
52.2	PI	Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par pôle emploi en novembre 2009
52.4	PI	Tensions sur le marché du travail au 3e trimestre 2009
147	Document d'étude	Aide spécifique au secteur hôtels – cafés - restaurants : quels effets sur l'emploi et la productivité ?
148	Document d'étude	Effet du RSA sur l'équilibre du marché du travail
151	Document d'étude	Tensions sur le marché du travail par familles professionnelles de 1998 à 2008
	Autres publications	« Métiers et parcours professionnels des hommes et des femmes », FPS, Insee Références 2009

2010

	Type	Titre
003	PI	Sortants des listes de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en juin 2009
004	PI	Conjoncture de l'emploi et du chômage au 3 ^e trimestre 2009
005	PI	Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en décembre 2009
009	PI	Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en janvier 2010
152	Document d'étude	Trajectoire d'une cohorte nouveaux inscrits à l'ANPE selon le FH-DADS

DARES - Sous-direction « Suivi et évaluation des politiques d'emploi et de formation professionnelle »

1. Exposé de synthèse

Tout au long du moyen terme 2009-2013, les divers dispositifs de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle continueront à être suivis et évalués : exploitation régulière des données administratives sur les publics et les structures, enquêtes statistiques sur les bénéficiaires ou les utilisateurs, enquêtes de suivi permettant d'évaluer l'impact du passage en dispositif. En 2011, peu d'enquêtes nouvelles sont prévues sur le champ des politiques d'emploi et de formation, plusieurs enquêtes ayant été lancées les années précédentes. Une opération nouvelle devrait porter sur l'insertion par l'activité économique (IAE), notamment sur les parcours des salariés passés par les structures de l'IAE. Elle pourrait inclure une interrogation des salariés ainsi que des structures.

La 4^{ème} édition de l'enquête CVTS (Continuing Vocational Training Survey) sur la formation continue en entreprise, CVTS 4, régie par un règlement européen, aura lieu en 2011. La Dares participe à la préparation de cette enquête, qui est pilotée par le Céreq. L'enquête européenne AES (Adult Education Survey) sur la participation des adultes à la formation tout au long de la vie, pour laquelle un règlement européen doit être adopté en 2010, continuera d'être préparée en 2011, pour une collecte en 2012. La Dares, l'Insee, le Céreq et la DEPP participent aux travaux préparatoires, pilotés par l'Insee et la Dares. Enfin, la Dares continuera de participer activement au suivi du projet PIAAC (Programme for the International Assessment of Adult Competencies) de l'OCDE, et notamment à la préparation de l'enquête en vraie grandeur prévue pour 2012 si la participation de la France est confirmée suite à l'opération pilote menée en 2010, ainsi qu'à celle de l'enquête Information et vie quotidienne menée en parallèle (nouvelle édition prévue en 2011).

Par ailleurs, en 2011 devrait se dérouler une deuxième vague de l'enquête lancée au printemps 2010 auprès des jeunes des quartiers signataires d'un contrat d'autonomie. L'enquête en continu sur l'insertion à 6 mois des sortants de contrat de professionnalisation, qui doit débiter fin 2010, se poursuivra en 2011. Se poursuivront également les enquêtes de suivi des jeunes participant à l'expérimentation « accompagnement renforcé des apprentis » à Tulle, lancées en 2009, ainsi que les enquêtes de suivi et de devenir auprès des jeunes participant à l'expérimentation « Défense, 2^{ème} chance » qui doit démarrer à la rentrée 2010. Enfin, les enquêtes de suivi des demandeurs d'emploi accompagnés par des opérateurs privés de placement, réalisées en collaboration avec Pôle emploi et lancées en 2010, se poursuivront en 2011.

L'enquête en 2 vagues, réalisée en 2008 et 2009, visant à connaître le devenir des bénéficiaires de contrats aidés et de « témoins » n'en ayant pas bénéficié, ainsi que les conditions de déroulement de ces dispositifs, continuera d'être valorisée, notamment pour évaluer l'impact net du passage en contrat aidé sur la trajectoire professionnelle.

Les systèmes d'information seront adaptés aux évolutions des dispositifs et la dématérialisation croissante devrait permettre une réduction des délais d'exploitation des données de suivi, notamment sur les contrats d'apprentissage, dans la lignée de ce qui a déjà pu être fait pour les contrats de professionnalisation.

Les données physiques et financières sur les politiques de l'emploi continueront à alimenter la base de données européenne « Politiques du marché du travail » (PMT).

2. Travaux nouveaux pour 2011

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Différentes enquêtes ponctuelles ou de périodicité supérieure à l'année, contribuant à l'évaluation des politiques de l'emploi et de formation professionnelle, ont été inscrites au programme du moyen terme

2009-2013, sans que puissent toutefois être anticipées toutes les opérations de cette nature, le lancement d'enquêtes nouvelles ou renouvelées pouvant être nécessaire compte tenu des nouveaux dispositifs mis en place ou des évolutions des dispositifs existants.

Au cours de l'année 2011, devrait ainsi être lancée une enquête sur le secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE), afin notamment de connaître le parcours des salariés passés par les structures de l'IAE. Un questionnement des structures elles-mêmes est également envisagé, afin de mieux appréhender le contexte du parcours d'insertion.

L'enquête sur la formation continue en entreprise CVTS 4 (Continuing Vocational Training Survey), régie par un règlement européen, aura lieu en 2011. La Dares est associée à la préparation de cette enquête, dont le Céreq est pilote.

L'enquête européenne AES (Adult Education Survey) sur la participation des adultes à la formation tout au long de la vie, pour laquelle un règlement européen doit être adopté en 2010, continuera d'être préparée en 2011, pour une collecte en 2012. La Dares, l'Insee, le Céreq et la DEPP participent aux travaux préparatoires, pilotés par l'Insee et la Dares.

La Dares continuera de participer activement au suivi du projet PIAAC (Programme for the International Assessment of Adult Competencies), vaste programme de l'OCDE sur les compétences des adultes, et notamment à la préparation de l'enquête internationale en vraie grandeur prévue pour 2012 si la participation de la France est confirmée suite à l'opération pilote menée en 2010, ainsi qu'à celle de l'enquête Information et vie quotidienne menée en parallèle (nouvelle édition prévue en 2011).

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2011

Le suivi dématérialisé des contrats d'apprentissage sur la base de l'application Ari@ne devrait être opérationnel d'ici 2011, ce qui devrait permettre des exploitations plus rapides et plus régulières, et à terme de disposer d'informations sur les ruptures de contrats, dans la lignée de ce qui a été fait grâce à la mise en place du système de suivi dématérialisé des contrats de professionnalisation, opérationnel depuis 2008.

Le suivi du secteur des services à la personne devrait tirer profit à la fois du traitement par l'Insee des données sur les particuliers-employeurs, qui pourrait permettre de disposer de données sur l'emploi et les heures rémunérées à un rythme trimestriel mais aussi d'analyser davantage les disparités au sein du secteur, et des investissements réalisés sur le champ des organismes agréés, avec l'exploitation des données de l'extranet nOva mis en place par l'Agence nationale des services à la personne. Suite à leur expertise, menée en 2010, une remontée plus rapide des données sur l'activité et les salariés des organismes agréés devrait être obtenue.

Les investissements entamés depuis 2008 pour parvenir à la constitution d'une base interministérielle sur les candidats recevables à la validation des acquis de l'expérience seront poursuivis, afin de disposer de données individuelles et d'avoir une base de sondage pour d'éventuelles enquêtes. Par ailleurs, l'expertise des bases de données issues du système de gestion Valce, menée en 2010, devrait permettre de diffuser des données sur les candidats à la certification pour les titres professionnels du ministère de l'emploi, que ce soit par la voie de la VAE ou par celle de la formation continue.

Des efforts seront entrepris pour accroître le nombre de variables exploitables au niveau national de la base Brest (base régionalisée des stagiaires de la formation professionnelle), rassemblant l'ensemble des entrées en formation des demandeurs d'emploi, afin d'améliorer la description annuelle des formations suivies.

Plus généralement, se poursuivront en 2011 les travaux de consolidation des systèmes d'information sur les politiques de l'emploi et de la formation professionnelle ou d'adaptation aux évolutions des dispositifs.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2011

Les travaux d'analyse d'impact, contrôlant rigoureusement des biais de sélection entre personnes passées par un dispositif et personnes non bénéficiaires, continueront à être développés, sur la base d'enquêtes (y compris dans le cadre d'expérimentations avec affectation aléatoire) ou de données administratives telles que le fichier historique des demandeurs d'emploi : impact du passage en contrat aidé sur la trajectoire professionnelle, impact du passage des demandeurs d'emploi en formation sur la durée du chômage et le type d'emploi retrouvé, impact du passage par le dispositif « Défense 2^{ème} chance »...

3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
Exploitation de fichiers administratifs		
Conventions d'embauches en contrat unique d'insertion	DARES-SEPEFP	
Bénéficiaires d'un accompagnement à la création d'entreprise par le NACRE	DARES-SEPEFP	
Bénéficiaires de l'Accre	DARES-SEPEFP	Sur la base des données recueillies et transmises par l'Acoss
Structures et salariés de l'IAE	DARES-SEPEFP	
Suivi des organismes agréés de services à la personne (activité et salariés)	DARES-SEPEFP	Sur la base de l'extranet nOva à compter des données 2009
Embauches exonérées dans les territoires	DARES-SEPEFP	
Exploitation des fichiers de politiques d'emploi géolocalisés (ZUS/hors ZUS)	DARES-SEPEFP	
Contrats d'apprentissage	DARES-SEPEFP	La dématérialisation complète est espérée pour 2011
Contrats de professionnalisation	DARES-SEPEFP	Le système de suivi dématérialisé est opérationnel
Activité des missions locales et suivi du CIVIS	DARES-SEPEFP	Suivi en continu. Adaptations éventuelles suivant fin ou prolongation du CIVIS en 2010
Formation des demandeurs d'emploi (constitution de la base Brest, Base régionalisée des stagiaires de la formation professionnelle)	DARES-SEPEFP	Des efforts seront entrepris afin d'accroître la qualité et la comparabilité entre financeurs des différentes variables.
Validation des acquis de l'expérience / Certification	DARES-SEPEFP	La saisie d'un formulaire Cerfa interministériel devrait permettre d'avoir des données individuelles pour tous les ministères certificateurs L'exploitation des données de Valce devrait donner une vision globale de l'accès à la certification pour les titres du ministère de l'emploi
Jeunes signataires d'un contrat d'autonomie	DARES-SEPEFP	
Autres travaux répétitifs		
Élaboration des comptes de l'emploi	DARES-SEPEFP	La publication se cale désormais sur le champ des politiques ciblées de la base européenne Politiques du marché du travail (à partir de 2009)
Élaboration de la dépense nationale pour la formation professionnelle et l'apprentissage	DARES-SEPEFP	Les modalités de consolidation et les délais de production pourraient être modifiés si la déclaration 24-83 était supprimée

4. Allégement de la charge statistique des entreprises

Le suivi statistique standard des politiques d'emploi et de formation professionnelle est réalisé sur la base de données administratives (par exemple : conventions d'embauches en contrat aidé, entrées en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, suivi des organismes agréés de services à la personne, etc.), de plus en plus souvent dématérialisées. Pour 2011, des progrès sont notamment à attendre sur le suivi des contrats d'apprentissage (cf. point 2.2).

Les enquêtes réalisées auprès des bénéficiaires des dispositifs s'appuient sur ces données comme bases de sondage et visent à compléter les informations – souvent limitées, voire inexistantes sur le devenir des bénéficiaires – y figurant, en veillant à ne pas redemander aux enquêtés d'informations déjà connues par les données administratives (pour 2011, exemple de l'enquête auprès des salariés passés par l'IAE).

5. Aspects particuliers du programme 2011

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

La Dares a commencé à développer des études visant à analyser les disparités régionales de mobilisation de politiques publiques d'emploi et de formation professionnelle. Après une analyse des disparités des trajectoires des jeunes à la sortie d'un CIVIS qui doit être finalisée en 2010, devrait être lancée une étude des disparités en matière d'embauches en contrats aidés et d'insertion des sortants. Les travaux visant à suivre et analyser la mise en œuvre des politiques publiques d'emploi dans les territoires de la politique de la ville seront poursuivis. Des travaux d'évaluation des effets sur l'emploi des exonérations ciblées sur certains territoires seront conduits en 2010-2011.

La Dares continuera à mettre à disposition des données mensuelles détaillées et des modules cartographiques au niveau régional et départemental sur les nouvelles entrées en mesure, ainsi que sur les effectifs présents à un moment donné, suite à une nouvelle refonte du tableau de bord mensuel de suivi des politiques d'emploi et d'accompagnement des restructurations réalisée en 2010.

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Un des piliers du développement durable met l'accent sur la nécessité de conserver et mobiliser au mieux le capital humain disponible. La formation professionnelle, le développement des compétences et les politiques publiques visant à améliorer l'employabilité des personnes en difficultés d'insertion participent de ce fait à une bonne mobilisation des ressources humaines au service du développement durable. Les travaux qui seront menés sur ces thèmes contribuent sous cet aspect à améliorer la connaissance quantitative ou qualitative du développement durable.

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »

De par ses missions, la sous-direction du suivi et de l'évaluation des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle développe de nombreux travaux d'évaluation des politiques publiques dans ses domaines de compétence (cf. point 2). Pour mémoire, serait menée en 2011 une enquête nouvelle auprès de personnes passées par les structures de l'insertion par l'activité économique, qui contribuera à l'évaluation de ses structures, sans permettre toutefois de réelle analyse d'impact du passage en structure.

Par ailleurs, les années précédentes la sous-direction du suivi et de l'évaluation des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle a lancé de nombreuses enquêtes visant à contribuer à l'évaluation des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle. Pour une partie d'entre elles la collecte des données se poursuivra en 2011 :

- une enquête auprès de jeunes des quartiers ayant signé un contrat d'autonomie dans le cadre du Plan Espoir Banlieues, afin de connaître leur parcours, les modalités de l'accompagnement dont ils ont bénéficié et leur opinion sur le dispositif ;
- une enquête auprès des demandeurs d'emploi accompagnés par des opérateurs privés de placement dans le cadre des dispositifs « Trajectoire emploi » et « Accompagnement des licenciés économiques », en collaboration avec Pôle emploi ;
- les enquêtes de suivi lancées en 2009 dans le cadre de l'expérimentation « accompagnement renforcé des apprentis » à Tulle ;

- une enquête de suivi et de devenir auprès de jeunes participant à l'expérimentation sociale « Défense, 2^{ème} chance », en collaboration avec le Secrétariat général du comité interministériel des villes ;

- une enquête en continu sur l'insertion à 6 mois des sortants de contrats de professionnalisation.

Parmi ces enquêtes, certaines permettent des analyses d'impact, en contrôlant des biais de sélection entre personnes passées par un dispositif et personnes non bénéficiaires :

- les enquêtes de suivi lancées en 2009 dans le cadre de l'expérimentation « accompagnement renforcé des apprentis » à Tulle, qui s'étaleront jusqu'en 2011 ;

- les enquêtes de suivi et de devenir auprès de jeunes participant à l'expérimentation sociale « Défense, 2^{ème} chance », qui s'étaleront jusque début 2013.

Les exploitations de l'enquête en deux vagues (2008, 2009) auprès des bénéficiaires d'un contrat aidé du Plan de cohésion sociale et d'une population-témoin se poursuivront en 2011, notamment celles visant à évaluer l'impact causal du passage en contrat aidé sur la trajectoire professionnelle.

Enfin, l'exploitation de fichiers administratifs contribue également à l'évaluation des politiques publiques, avec analyse d'impact dans certains cas (analyse de l'impact des formations suivies par les demandeurs d'emploi sur leur trajectoire par exemple, sur la base du fichier historique des demandeurs d'emploi).

5.4. Aspects « européens »

L'enquête sur la formation continue en entreprise CVTS 4 (Continuing Vocational Training Survey), régie par un règlement européen, aura lieu en 2011. La Dares participe à la préparation de cette enquête, qui est pilotée par le Céreq. Suite au règlement d'application relatif à l'enquête européenne AES (Adult Education Survey) sur la participation des adultes à la formation tout au long de la vie, une enquête sera menée en 2012 pour la France, et la préparation se poursuivra en 2011. La Dares, l'Insee, le Céreq et la DEPP participent aux travaux préparatoires.

6. Diffusion des travaux

Les exploitations statistiques et études de la Dares feront essentiellement l'objet de publication sous la forme de « Dares analyses ».

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
enquête en deux vagues auprès des bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation	DARES-SEPEFP	Réalisation en 2008 et 2009	Vagues 2008 et 2009 réalisées	
enquête en deux vagues auprès de demandeurs d'emploi ayant suivi un stage de formation	DARES-SEPEFP	Réalisation en 2008 et 2009	Vagues 2008 et 2009 réalisées	
enquête de suivi destinée à évaluer l'expérimentation menée dans le cadre du marché d'accompagnement des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur par des opérateurs privés de placement	DARES-SEPEFP	Réalisation de mi-2008 à mai 2010	En cours selon le calendrier prévu	

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
enquêtes de suivi destinées à évaluer l'expérimentation « accompagnement renforcé des apprentis » à Tulle	DARES-SEPEFP	Réalisation de début 2009 à 2011	En cours selon le calendrier prévu	
enquête auprès de jeunes ayant signé un contrat d'autonomie dans le cadre du Plan Espoir Banlieue	DARES-SEPEFP	Envisagée pour 2010	Première vague en préparation pour mai-juin 2010, deuxième vague envisagée pour 2011	
enquête en deux vagues auprès de bénéficiaires d'un contrat aidé du Plan de cohésion sociale et d'une population-témoin	DARES-SEPEFP	Réalisation en 2008 et 2009	Vagues 2008 et 2009 réalisées	
enquête auprès de personnes passées par les structures de l'insertion par l'activité économique	DARES-SEPEFP	Envisagée pour 2009 ou 2010	Prévue pour 2011	
projet d'expérimentation sur le dispositif « Défense 2 ^{ème} chance »	DARES-SEPEFP	Envisagé sur 2009 et 2010	Une phase de faisabilité est en cours ; le démarrage de l'expérimentation en vraie grandeur est prévu pour la rentrée 2010	
Préparation, suivi, exploitation de la prochaine enquête européenne AES	DARES-SEPEFP	Calendrier imprécis alors	Début des travaux de la task force européenne en juin 2009 ; collecte prévue au 1 ^{er} semestre 2012	
Participation au programme PIAAC	DARES-SEPEFP	Test en 2010, collecte en 2012	Le test a lieu au printemps 2010	

Annexe

Publications diffusées effectivement en 2009-2010

2009

07.4	PS bilan 2009	Contrat jeunes en entreprise : bilan fin 2007
08.1	PS bilan 2009	VAE au ministère chargé de l'emploi en 2007
13.2	PS bilan 2009	Maisons de l'emploi conventionnées avant fin juillet 2007
17.1	PS bilan 2009	Jeunes de ZUS accompagnés par les ML en 2007
17.2	PS bilan 2009	Insertion par l'activité économique en 2007
20.1	Pi bilan 2009	Contrat de professionnalisation 2007-2008
28.1	PS bilan 2009	Formation professionnelle des demandeurs d'emploi en 2007
30.1	PI bilan 2009	Apprentissage en 2007 : la durée des contrats continue de baisser
40.4	PS bilan 2009	Offre de formation continue en 2007
41.1	PS bilan 2009	Expérimentation d'accompagnement renforcé de l'Unédic et de l'ANPE : analyse du processus d'entrée en parcours d'accompagnement
41.2	PS bilan 2009	Expérimentation d'accompagnement renforcé de l'Unédic et de l'ANPE : contenu de l'accompagnement et opinion des bénéficiaires
43.2	PS bilan 2009	Parcours d'accompagnement vers l'emploi des salariés licenciés pour motif économique : comparaison entre le CTP, la CRP et l'accompagnement classique de l'ANPE
43.3	PS bilan 2009	Reclassement professionnel des salariés licenciés pour motif économique : comparaison entre le CTP, la CRP et l'accompagnement classique de l'ANPE
45.1	PS bilan 2009	Insertion professionnelle, six mois après la sortie de contrats aidés : une analyse des salariés sortis en 2007 de CIE, CI-RMA, CAE et CAV
49.2	PS bilan 2009	Dépense nationale pour la formation professionnelle et l'apprentissage en 2007
49.3	PS bilan 2009	Embauches en zones de revitalisation rurale en 2007
50.3	PS bilan 2009	Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIIS)
52.3	PS 2009	Dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail entre 2000 et 2007
010	PS 2010	VAE en 2008 au ministère chargé de l'emploi

2010

010	PS 2010	VAE en 2008 au ministère chargé de l'emploi
-----	---------	---

DARES - Sous-direction « Salaires, travail et relations professionnelles »

1. Exposé de synthèse

La sous-direction « Salaires, travail et relations professionnelles » traite des domaines des salaires, du temps de travail, des relations professionnelles, des conditions de travail et de la santé au travail. Elle est chargée du dispositif ACEMO (enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre).

Quatre axes prioritaires structureront l'activité de la sous-direction en 2011 :

1. La poursuite de la refonte des enquêtes ACEMO entamée en 2010. Elle visera à rendre mieux compte des évolutions des principaux éléments des rémunérations ainsi que des caractéristiques des salariés directement concernés par les relèvements du SMIC. On s'attachera à accroître la rationalisation de la partie structurelle du dispositif, à la lumière des évolutions de l'ensemble du système d'observation de l'emploi et des revenus (DADS-U, dispositif ECMOSS, ...). La refonte sera « lourde » et supposera non seulement une modification des questionnaires et des applications informatiques mais aussi la mise en place au centre statistique de Metz d'une nouvelle équipe de gestionnaires qui devra être formée. La possibilité de répondre *via* Internet sera par ailleurs offerte aux entreprises. Comme les années précédentes, les enquêtes ACEMO seront mobilisées pour répondre aux besoins d'informations résultant des évolutions législatives et réglementaires concernant le travail.

2. La production de données et d'études sur la santé et les itinéraires professionnels ainsi que sur les risques psycho-sociaux au travail. La deuxième vague de l'enquête SIP (Santé et itinéraire professionnel) réalisée fin 2010 sera exploitée. Les résultats de l'enquête SUMER 2009 seront publiés. En 2011 se poursuivra la préparation de la nouvelle édition de l'enquête « Conditions de travail » de 2012 : elle se déroulera dans des conditions largement renouvelées dans la mesure elle ne sera plus une enquête complémentaire à l'enquête Emploi et où il est envisagé d'interroger les entreprises employant les individus échantillonnés.

La sous-direction concourra également aux efforts faits pour améliorer l'information sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et, en liaison avec l'Institut national de veille sanitaire, publiera des données renouvelées.

3. Le suivi de l'évolution des relations professionnelles, de l'implantation des institutions représentatives et des syndicats, de la négociation d'entreprise et des conflits. La quatrième édition de l'enquête REPOSE (Relations professionnelles et négociations d'entreprises) sera sur le terrain et connaîtra ses premiers travaux d'apurement et de redressement. L'enquête, étendue aux établissements de moins de 10 à 20 salariés, a pour objectif de comprendre la dynamique des relations professionnelles au sein des établissements entre directions, institutions représentatives du personnel et salariés. L'enquête permettra d'appréhender, dans un contexte de crise économique, les premiers impacts de la réforme, engagée en 2008, des règles de représentativité et l'évolution des dispositifs de rémunération.

4. La poursuite des travaux relatifs au temps de travail : durée du travail (grâce à l'exploitation des enquêtes ECMOSS et de l'enquête Emploi) et organisation du travail dans le contexte des évolutions législatives intervenues.

2. Travaux nouveaux pour 2011

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Les salaires

Diverses sources (ECMOSS, DADS, enquête emploi, panel DADS) seront mobilisées pour analyser les inégalités salariales. Des confrontations entre les résultats produits à l'aide de ces différentes sources seront produites, en particulier pour ce qui concerne les dispositifs d'épargne salariale.

Les relations professionnelles

La quatrième édition de l'enquête REPOSE (Relations professionnelles et négociations d'entreprises) sera sur le terrain entre janvier et juin 2011, après un passage au label en septembre 2010. Cette édition sera étendue aux établissements de 10 à 19 salariés. L'enquête a pour objectif de comprendre la dynamique des relations professionnelles au sein des établissements entre directions, institutions représentatives du personnel et salariés. Le questionnement porte sur la présence et la nature des instances de représentation du personnel, la tenue de négociations, la conclusion d'accords collectifs ainsi que l'existence de conflits. Elle repose sur des entretiens en face à face avec des représentants de la direction et des représentants du personnel d'établissements des secteurs concurrentiels non agricoles ainsi que sur l'interrogation, par voie postale, d'un échantillon représentatif de leurs salariés. L'enquête a reçu un avis d'opportunité favorable de la commission emploi, qualifications et revenus du travail du CNIS du 16 octobre 2009 ; les tests auront lieu en juin 2010 et les questionnaires seront soumis au comité du label à l'automne.

La santé au travail et les conditions de travail

- **Santé et itinéraire professionnel** : L'année 2011 verra l'apurement, le redressement et l'exploitation de la deuxième vague de l'enquête SIP (Santé et itinéraires professionnels), réalisée par l'INSEE pour le compte de la DARES et de la DREES, fin 2010. Le questionnaire a été adapté pour répondre aux demandes du Collège d'expertise sur le suivi statistique des facteurs de risques psychosociaux au travail. En plus de réinterroger les enquêtés de 2006, une collecte complémentaire sera réalisée auprès d'« entrants », afin de disposer d'une population représentative des plus de 15 ans répondant à ces nouvelles questions.
- **Conditions de travail** : En 2011 se poursuivra la préparation de la nouvelle édition de l'enquête « Conditions de travail » de 2012 présentée pour avis d'opportunité à l'automne 2010. Cette nouvelle édition de l'enquête se déroulera dans des conditions largement renouvelées dans la mesure où cette enquête ne sera plus complémentaire à l'enquête Emploi et que les entreprises qui emploient les salariés interrogés seront aussi interrogées.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2011

Accidents du travail et maladies professionnelles :

La DARES publiera en 2011 des indicateurs sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (AT-MP) du régime général (CNAM-TS) élargies à ceux de la Mutualité Sociale Agricole, voire à ceux d'autres régimes d'assurances...

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2011

Une nouvelle refonte des enquêtes ACEMO a été mise en chantier fin 2009. Tout en conservant le socle de l'observation conjoncturelle de l'emploi, des salaires et de la durée du travail, elle visera à rendre mieux compte des évolutions des principaux éléments des rémunérations (salaires, primes, épargne salariale) ainsi que du nombre et des caractéristiques des salariés directement concernés par les relèvements du SMIC. A cette occasion, on s'attachera à accroître la rationalisation de la partie structurelle du dispositif, à la lumière des évolutions de l'ensemble du système d'observation de l'emploi et des revenus (enrichissement de la DADS-U, mise à profit améliorée du dispositif ECMOSS, ...). Seront plus particulièrement concernées l'enquête complémentaire sur la répartition des salariés et les conventions collectives, l'enquête PIPA et l'enquête sur les petites entreprises (TPE), qui couvre les entreprises de moins de 10 salariés. La refonte sera « lourde » et supposera à la fois une modification des questionnaires et des applications informatiques. La possibilité de répondre *via* l'internet sera par ailleurs offerte aux entreprises. Le CNIS sera sollicité en 2011 pour donner son avis sur l'opportunité de la nouvelle enquête dont la qualité statistique sera soumise au label en 2012.

3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
Enquête trimestrielle ACEMO (y compris un volet spécifique sur le	SCS	La fourniture d'informations statistiques sur les salaires par branches professionnelles (ou par regroupement de celles-ci en champs

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
SMIC)		conventionnels) restera une priorité
Enquête annuelle complémentaire ACEMO sur la répartition des salariés et les conventions collectives	SCS	
Enquête annuelle ACEMO sur la négociation, la représentation des salariés et les conflits	SCS-RPTT	Enquête annuelle ayant pour objectif de fournir des indicateurs réguliers sur l'importance de la négociation dans les entreprises, son contenu et ses acteurs ainsi que sur les grèves (part des entreprises ayant connu au moins une grève et nombre de jours de grève). Elle est réalisée en début d'année auprès de 10 000 entreprises du champ ACEMO.
Enquête annuelle ACEMO sur les très petites entreprises	SCS	Enquête annuelle sur les entreprises de 1 à 9 salariés
Enquête annuelle ACEMO sur la participation, l'intéressement, les plans d'épargne d'entreprise et l'actionnariat des salariés (PIPA)	SCS	
Exploitation des enquêtes ACEMO, ECMOSS (2009) et de l'Enquête emploi pour publier des résultats sur la durée du travail.		
Exploitation de fichiers administratifs		
Exploitation des accords liés à l'épargne salariale (y compris les nouveaux dispositifs)	SCS	
Exploitation plus systématique de la source DADS pour produire des données sur les salaires auparavant issues du dispositif ACEMO, allégé depuis la refonte de 2005-2006 et pour produire des indicateurs par branches professionnelles	SCS	
Licenciements des salariés protégés	RPTT	Fichier construit à partir de l'instruction, par les services de l'Inspection du travail, des demandes d'autorisation de licenciement de salariés protégés ou du contrôle des dossiers de rupture conventionnelle les concernant.
Suivi des accords d'entreprise	RPTT	<p>Ces travaux reposent sur l'exploitation d'une base de données issues des informations enregistrées par les services départementaux du ministère du travail lors du dépôt obligatoire des accords par les entreprises. Ces données permettent notamment d'identifier les entreprises ou les établissements déposant les textes ainsi que les caractéristiques principales de ces derniers : leur nature (accord, avenant, dénonciation, désaccord, adhésion), les signataires et les thèmes principaux.</p> <p>Outre une exploitation annuelle sur données provisoires au premier trimestre 2011 pour le Bilan de la négociation collective en 2010, une exploitation des données définitives sera réalisée au second semestre 2011 et ses résultats publiés sous le format « <i>Dares Analyses</i> »</p>
Exploitation des fichiers de la CNAM TS et de la MSA sur les accidents du travail et les maladies	CTS	Les indicateurs annuels publiés utilisent aussi la source DADS pour établir la population concernée par le risque d'accident et de maladie. La prise en

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
professionnelles		compte des données MSA constituera une nouveauté.
Autres travaux répétitifs		
Apurement, redressement et exploitation des enquêtes annuelles ECMOSS	SCS - RPTT	Les études porteront notamment sur la mesure des inégalités salariales entre hommes et femmes et selon l'origine et sur les caractéristiques des salariés au SMIC
Apurement/redressement d'enquête Santé et Itinéraires Professionnels, 2 ^e vague (2010)	CTS	Après une première interrogation réalisée fin 2006-début 2007 auprès de 14000 personnes dans le cadre de l'enquête Santé et Itinéraires Professionnels, l'INSEE procède pour le compte de la DARES et de la DREES à une seconde interrogation fin 2010 auprès des mêmes personnes, pour lesquelles un suivi d'adresse a été organisé. Il s'agit de décrire les principaux événements de santé et de carrière professionnelle intervenus entre les deux vagues, ainsi que l'état de santé et les conditions d'emploi et de travail à la date de la deuxième interrogation, de façon à permettre des analyses longitudinales des liens entre itinéraires professionnels et santé des personnes.
Poursuite de l'exploitation de l'enquête SUMER 2009 (4 ^{ème} édition)	CTS	Les premiers résultats de l'enquête SUMER 2009 devraient être publiés fin 2010 et les publications se poursuivront en 2011.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Enquêtes ACEMO

L'échantillon de l'enquête trimestrielle ACEMO était passé de 62 000 à 57 000 établissements en janvier 1996, puis en janvier 1999 à 38 000. Depuis janvier 2006, seuls 33 500 établissements sont enquêtés : un important investissement méthodologique a permis de relever le seuil d'exhaustivité de 100 à 250 salariés, tout en améliorant la précision.

Parallèlement, la simplification des questionnaires et la substitution des DADS aux enquêtes ont été poursuivies et approfondies. Plusieurs questions ont été supprimées et le questionnement a été adapté aux systèmes d'information des entreprises, afin de faciliter la réponse de ces dernières et de raccourcir le temps de réponse.

Pour autant, la qualité et la quantité des informations produites n'ont pas diminué. La coopération étroite avec l'INSEE a notamment permis de rationaliser le dispositif d'observation en matière d'emploi et de salaires : l'enquête annuelle ACEMO a ainsi pu être supprimée grâce à l'annualisation du dispositif (préexistant) de collecte des enquêtes sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires, et aux avancées dans la mise à disposition de l'exploitation des DADS.

Depuis 2006, le suivi des salariés bénéficiaires de la revalorisation du SMIC est effectué à partir de l'exploitation conjointe d'une question posée dans l'enquête sur les petites entreprises et d'un volet spécifique au questionnaire de l'enquête trimestrielle portant sur le trimestre précédent la revalorisation du SMIC (le 2^{ème} jusqu'en 2009, puis le 4^{ème} de l'année précédente à partir de 2010), évitant ainsi l'envoi d'une enquête ad hoc sur ce thème.

Depuis 2007, l'échantillon de l'enquête sur la participation, l'intéressement, les plans d'épargne d'entreprise et l'actionnariat des salariés (PIPA) a été limité au champ des entreprises de 10 salariés ou plus. Le nombre d'unités enquêtées a ainsi été ramené de 23 000 à 17 000 entreprises. Dans le même temps, un questionnement spécifique sur le thème de l'épargne salariale a été intégré à l'enquête sur les entreprises de 1 à 9 salariés, par substitution à un questionnement devenu obsolète.

La prochaine refonte du système d'enquêtes ACEMO a été mise en chantier fin 2009. Elle devrait permettre d'accroître encore la rationalisation de la partie structurelle du dispositif, à la lumière des évolutions de l'ensemble du système d'observation de l'emploi et des revenus (enrichissement de la

DADS-U, mise à profit améliorée du dispositif ECMOSS, ...). La possibilité de répondre *via* l'internet sera par ailleurs offerte aux entreprises.

5. Aspects particuliers du programme

5.1 - Aspects « régionaux et locaux »

Comme pour l'exploitation de l'enquête SUMER 2003, les fichiers de données régionales de l'enquête SUMER 2009 seront mis à la disposition des services statistiques déconcentrés du ministère du travail pour lesquels le nombre d'observations permet une exploitation régionale (3 régions).

Des tableaux de résultats locaux détaillés des statistiques sur les accidents du travail et maladies professionnelles seront, comme en 2009 et 2010, adressés aux services statistiques déconcentrés du ministère du travail.

5.2 - Aspects « environnement et développement durable »

Néant

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Suivi des rémunérations :

Les principales préoccupations identifiées sur le sujet sont :

- la production de données sur les niveaux et variations de salaires dans des nomenclatures correspondant mieux aux niveaux de la négociation en la matière ;
- le dénombrement, les caractéristiques et le montant des rémunérations effectivement perçues par les salariés « au SMIC » ;
- les inégalités de rémunérations liées aux caractéristiques des personnes, et en premier lieu au genre ;
- l'impact des dispositifs d'épargne salariale (écarts de rémunérations, substitution éventuelle avec les salaires,...).

La réponse à ces demandes passera par une exploitation plus systématique des données administratives et enquêtes existantes ou d'ores et déjà programmées.

Suivi de la négociation collective d'entreprise :

Le maintien ou le développement de l'importance accordée à la négociation collective d'entreprise par les politiques du travail et de l'emploi appellera le maintien, voire l'extension, des performances du système d'information et des travaux d'analyse concernant le dénombrement des négociations et des accords selon les thématiques, secteurs, tailles d'entreprises ainsi que des populations d'entreprises et de salariés concernés.

5.4 - Aspects « européens »

Les indicateurs statistiques demandés par Eurostat dans le cadre du règlement STS (heures travaillées dans l'industrie et la construction) sont élaborés et transmis chaque trimestre depuis 2001 par le département « Relations professionnelles et temps de travail » dans les délais prévus.

Le département « salaires et conventions salariales » fournit chaque trimestre depuis la mi-2003 une estimation du taux d'emploi vacants à partir de l'enquête Acemo qui permet de transmettre à Eurostat une mesure des emplois vacants. Suite à une expertise conduite en 2009, une nouvelle formulation de la question sur le nombre d'emplois vacants sera introduite dans l'enquête trimestrielle Acemo et dans l'enquête Acemo-TPE à partir du début de l'année 2011.

Des indicateurs sur les accidents du travail (AT) et maladies professionnelles (MP) sont calculés par la DARES depuis 2009 (pour les AT) et 2010 (pour les MP).

6. Diffusion des travaux

Les études de la Dares feront essentiellement l'objet de publication sous le format « Dares Analyses » tandis que les indicateurs seront diffusés dans les publications « Dares Indicateurs » (anciennement « Premières Synthèses-Premières Informations »).

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Refonte du dispositif ACEMO	SCS	2012	Début du projet en 2010	En cours
Dispositif ECMOSS	SCS	2013	automatiser au mieux l'intervention de la DARES sur les fichiers bruts fournis par l'INSEE	En cours
Enquête REPONSE	RPTT	2010-2011	Enquête périodique	en cours
Enquête Conditions de travail	CTS	2012	Début du projet en 2010	Travaux préparatoires engagés

Annexe

Liste des publications diffusées effectivement en 2009-2010

2009

03.1	PI	Heures supplémentaires au 3e trimestre 2008
03.3	PI	Conjoncture de l'emploi et du chômage au 3e trimestre 2008
06.1	PS	Licenciement des salariés protégés et gestion de la main-d'œuvre par les entreprises
07.3	PI	Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 4e trimestre 2008 : résultats provisoires
09.2	PSCT05	Conditions de travail des salariés immigrés en 2005
12.2	PI	Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 4e trimestre 2008 : résultats définitifs
14.1	PI	Heures supplémentaires au 4e trimestre 2008
18.2	PS	Négociations collectives et grèves dans les entreprises du secteur marchand en 2007
18.3	PI	Conjoncture de l'emploi et du chômage au 4e trimestre 2008
20.2	PI	Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1er trimestre 2009 : résultats provisoires
20.3	PS	Bas salaires dans les entreprises du secteur concurrentiel en 2006
21.1	PI	Bénéficiaires de la revalorisation du SMIC au 1er juillet 2008
22.1	PS	Salariés rémunérés sur la base du SMIC en 2006
22.2	PSCT05	Horaires décalés et contraintes dans le travail
25.1	PI	Évolution des salaires de base par branches professionnelles en 2008
25.2	PI	Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1er trimestre 2009
25.3	PI	Rémunérations dans les entreprises en 2007
27.5	PI	Heures supplémentaires au 1er trimestre 2009
28.2	PSCT05	Conditions de travail et précarité de l'emploi
28.3	PI	Conjoncture de l'emploi et du chômage au 1er trimestre 2009
31.2	PS	Participation, intéressement et épargne salariale en 2007 : une hausse de 15% des montants distribués
31.4	PI	Structure des rémunérations en 2006 : les primes représentent en moyenne 12,4% de la rémunération dans le secteur concurrentiel
33.1	PI	Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 2e trimestre 2009 : résultats provisoires
38.1	PI	Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 2e trimestre 2009 : résultats définitifs
40.1	PS	Facteurs de discrimination à l'embauche pour les serveurs en Île-de-France : résultats d'un testing
40.3	PI	Heures supplémentaires au 2e trimestre 2009
41.3	PI	Emploi dans les très petites entreprises en juin 2008
41.4	PSSumer	Expositions aux risques professionnels des personnels soignants en 2003
42.2	PI	Conjoncture de l'emploi et du chômage au 2e trimestre 2009
46.1	PI	Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 3ème trimestre 2009 : résultats provisoires
49.1	PI	Bénéficiaires de la revalorisation du SMIC au 1er juillet 2009
50.1	PSCT05	Conditions de travail des non salariés en 2005
50.2	PS	Exposition des salariés aux accidents du travail en 2007
51.1	PI	Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 3ème trimestre 2009 : résultats définitifs
146	févr-09	La nouvelle méthode d'échantillonnage de l'enquête trimestrielle ACEMO depuis 2006 : amélioration de l'allocation de Neyman
150	juil-09	Indicateurs accidents du travail de la Dares : conception, champ et interprétation
143	Documents études	Enquête sur trois secteurs : la Poste, sous-traitance pétrochimique et restauration rapide. Le syndicalisme face aux différentes formes de la flexibilité
144	Documents études	Flexibilité et action collective. Salariés précaires et représentation syndicale
145	Documents études	Les retournements de l'improbable. Les conditions de la mobilisation collective des intermittents du spectacle et des salariés de grandes librairies et de centres d'appel

146	Documents études	La nouvelle méthode d'échantillonnage de l'enquête trimestrielle ACEMO depuis 2006 - Amélioration de Neyman
150	Documents études	Les indicateurs accidents du travail de la Dares - conception, champ et interprétation
	Autres publications	« Salaire minimum de croissance », fiche pour INSEE références sur les salaires, 2009. « Part des primes dans la rémunération », fiche pour INSEE références sur les salaires, 2009. « Les salaires des seniors du privé : plus élevés en moyenne, mais de moindres perspectives d'augmentation », dossier pour Insee Références France, portrait social, édition 2009 Le rôle des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en France : une analyse empirique, Travail et Emploi, janvier-mars 2009 Contribution au rapport intermédiaire du Collège d'expertise sur le suivi statistique des facteurs de risques psychosociaux au travail

2010

001	PS	Parcours professionnels et état de santé
002	PI	Heures supplémentaires au 3ème trimestre 2009
006	PI	Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 4e trimestre 2009 : résultats provisoires
007	PS	Salariés français descendant d'immigrés : salaires et profil socioprofessionnel dans les entreprises de 10 salariés ou plus en 2006
008	PS	Pratiques de rémunération des entreprises en 2007 : des formules hybrides tant pour les cadres que pour les non-cadres
011	PS	Interruptions de carrière professionnelle et salaires des hommes et des femmes en 2006

Ministère du budget, des comptes publics de la fonction publique et de la réforme de l'État
DGAFP - Bureau des statistiques, des études et de l'évaluation

1. Exposé de synthèse

Le bureau des statistiques, des études et de l'évaluation de la DGAFP mène son activité à partir de trois types de sources : mobilisation de sources administratives (fichier de paye des agents de l'État, déclarations annuelles de données sociales, procès-verbaux d'élections aux commissions administratives paritaires,...) ; mobilisation de données de gestion (exploitation de fichiers, réalisation d'enquêtes dématérialisées de nature exhaustive auprès des administrations) ; extension ou mobilisation sur le champ de la fonction publique de grandes enquêtes statistiques par sondage, aussi bien auprès des salariés que des employeurs.

Les missions du SSM Fonction publique sont encore susceptibles d'évoluer dans le cadre des évolutions législatives et institutionnelles suivantes :

- le rattachement de la DGAFP au ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique, décidé en 2007, s'effectue en plusieurs étapes et pourrait conduire à une évolution des missions du service statistique. D'ores et déjà, le SSM prendra en charge à la mi-2010 la production de l'indicateur sur les salaires des fonctionnaires destiné à Eurostat dans le cadre de l'article 65 du statut, indicateur calculé auparavant par la direction du budget.
- le projet de loi sur la refondation du dialogue social dans la fonction publique, dont la discussion est prévue au Parlement au 2^{ème} trimestre 2010, conduit à la mise en place d'une instance de concertation commune aux trois versants de la fonction publique. Au-delà des thèmes transversaux de nature juridique et réglementaire, y seront abordés : le dialogue social trois fonctions publiques ; des questions transversales telles que l'observation, notamment statistique (emploi public sous tous les angles, santé et sécurité au travail, ...), avec en particulier la présentation du rapport annuel sur l'état de la fonction publique.
- la loi organique n°2009-403 du 15 avril 2009 fait obligation au gouvernement de transmettre au Conseil d'État et au Parlement, à l'appui de la plupart des projets de loi, des études d'impact répondant à un ensemble détaillé d'exigences. A l'instar des services statistiques ministériels, le SSM Fonction publique a vocation à contribuer à ce type d'études. A noter en particulier que la loi organique prévoit systématiquement une évaluation des conséquences des projets de loi sur l'emploi public.

Pour ce qui concerne le programme à moyen terme 2009-2013, l'année 2011 verra la poursuite et la consolidation des avancées significatives amorcées en 2010.

En matière de transparence de l'emploi public, le Système d'Information sur les Agents des Services Publics (SIASP) de l'Insee fournira, dans le cadre d'un processus stabilisé, des informations harmonisées (s'appuyant sur la norme DADS-U) sur les trois fonctions publiques, ce qui permettra au bureau des statistiques, des études et de l'évaluation d'améliorer notablement le traitement des questions suivantes : frontières et transferts entre les trois fonctions publiques ; évaluation très attendue des flux de personnels (recrutements et départs à la retraite) ; suivi des parcours professionnels (dont les mobilités et les promotions) à partir de panels d'agents.

De la même façon, SIASP de l'Insee constituera l'élément central du dispositif d'observation en matière de suivi des rémunérations des agents selon leurs différentes composantes, aussi bien en niveau qu'en évolution, en moyenne qu'en distribution, pour l'ensemble des agents et pour diverses populations (entrants, sortants, non titulaires,...). La construction et la publication d'une batterie d'indicateurs pertinents répondant aux besoins de comparabilité entre les trois fonctions publiques, en collaboration avec l'Insee, la DGCL et la Drees, permettront de tenir compte au mieux des caractéristiques des salariés de chacune des composantes de la fonction publique.

Dans le domaine de la mobilisation des grandes enquêtes statistiques sur le champ de la fonction publique, de nouveaux investissements seront réalisés en 2011 dans le cadre de multi-partenariats : extension expérimentale à la fonction publique de l'enquête CVTS-4 (avec le Cereq et la Dares) ; enquête Famille et logements en partenariat avec l'Ined et l'Insee notamment. Se poursuivront en parallèle, les enquêtes suivantes : SUMER-extension expérimentale à la fonction publique de l'État ; SalSa-volet trois fonctions publiques ; Génération 2007 à 3 ans du Cereq avec une extension aux écoles de formation initiale de la fonction publique.

Dans le cadre du projet de création d'un système d'information décisionnel (SID) autour de l'Opérateur National de Paye, l'année 2011 sera consacrée à la finalisation de la phase de conception détaillée du SID (entamée en 2010), selon ses deux composantes : le volet 3FP s'appuyant principalement sur SIASP de l'Insee concernera les trois fonctions publiques et sera accessible fin 2011-début 2012 ; le volet FPE s'appuyant sur les SIRH des ministères sera centré sur la fonction publique de l'État et sa montée en charge sera progressive de 2012 à 2016. Après avoir permis la constitution d'un noyau commun aux systèmes d'information des ressources humaines des ministères, ce SID devrait pouvoir se substituer à plusieurs des enquêtes de nature administrative réalisées auprès des ministères.

Enfin, la diffusion des travaux auprès du grand public connaîtra de nouvelles avancées significatives : mise en ligne gratuite sur le site internet de la fonction publique de tableaux standards (après celle des tableaux issus du rapport annuel en 2010) selon un calendrier progressif ; affichage d'un calendrier des publications selon un rythme trimestriel.

2. Travaux nouveaux pour 2011

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

2.1.1 Enquêtes nouvelles

- Enquête Famille et Logements :

La DGAFP s'inscrit dans le projet d'enquête « Famille et logements », que l'Insee prépare pour 2011 dans le cadre des enquêtes annuelles de recensement, en partenariat notamment avec l'Ined, la Drees, la Cnaf et la Halde.

Compte tenu de la taille de l'échantillon, l'enquête permettra de rendre compte de la diversité des situations familiales des agents des trois fonctions publiques et d'actualiser la dernière photographie connue (Enquête Familles-Employeurs » 2004-2005). Elle pourra décrire la diversité des lieux de résidence (des individus, de leurs enfants et de leurs parents) en relation avec les lieux de travail et d'études. En outre, les situations de multi-résidence ou de célibat géographique pourront faire l'objet d'éclairages particuliers, en relation avec les logements de fonction, les contraintes de localisation (éducation, police, armée,...) et les freins ou incitations à la mobilité.

- Enquête sur les congés maladie dans la fonction publique :

La connaissance statistique des arrêts maladie des agents de l'État et leur analyse qualitative est aujourd'hui parcellaire alors que les données chiffrées relatives au nombre et à l'occurrence des congés pour maladie constituent des indicateurs pertinents pour mesurer l'état de santé des salariés. La connaissance régulière de ces données s'inscrit désormais dans la mise en œuvre de l'accord sur la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique (pour les trois versants de celle-ci) de novembre 2009.

Après avoir effectué en 2010 une remontée expérimentale d'informations auprès des ministères sur les causes d'absences constatées au cours d'une journée donnée, le SSM Fonction publique lancera en 2011 une enquête annuelle portant sur le nombre et l'occurrence des arrêts maladie dans la fonction publique. Ces remontées statistiques ont vocation à alimenter régulièrement les indicateurs relatifs à la santé et à la sécurité au travail consolidés pour les trois fonctions publiques sous l'égide de l'instance commune aux trois versants de la fonction publique. Cette enquête bénéficiera également des expériences menées antérieurement par la DGAFP (enquête de 2003), la DGCL (bilans sociaux tous les deux ans) et la DHOS (enquête bilan social de 2006 et enquête spécifique de 2009).

2.1.2 Enquêtes de périodicité supérieure à un an

- **Enquête de cheminement tous niveaux de sortie du système éducatif (Génération 2007 à trois ans) :** extension aux écoles de formation initiale de la fonction publique, en collaboration avec le Cereq.

A travers l'interrogation de la génération des sortants de formation initiale de 2007, il s'agit en particulier d'éclairer le recrutement de stagiaires et l'insertion des jeunes issus des écoles de formation initiale de la fonction publique, avec un zoom particulier sur les débuts de parcours de l'encadrement supérieur.

Sous l'égide du Cereq, l'enquête a obtenu un avis d'opportunité favorable au sein de la formation emploi-revenus du CNIS du 31 mars 2009 et le Comité du label du 17 septembre 2009 lui a attribué le label d'intérêt général et de qualité statistique. Après une année 2009 consacrée à la constitution des bases de sondage à partir des bases de données des écoles de formation initiale de la fonction publique, la phase de collecte est prévue au printemps 2010 pour des premiers résultats à partir de début 2011.

- **Enquête sur la perception des SALaires et rémunérations par les SALariés (SalSa) édition 2010** : réalisation d'un volet consacré aux trois versants de la fonction publique, en collaboration avec le Cepremap.

L'enquête constitue une extension à la fonction publique (avec couverture des trois versants) du volet Salsa-Entreprises réalisée sous l'égide de l'Insee et du CNRS (financement par l'Agence Nationale de la Recherche) sur la base d'un échantillon comprenant des salariés du secteur privé et des fonctions publiques territoriale et hospitalière. La collecte s'était déroulée fin 2008-début 2009 pour des premiers résultats attendus en 2010. Pour le volet « Fonction publique », il s'agit de réaliser, sur la base du même questionnaire que Salsa-Entreprises (avec quelques ajouts spécifiques à la fonction publique), une interrogation à l'automne 2010 auprès des agents des trois versants de la fonction publique avec publication des premiers résultats autour de la mi-2011.

L'enquête a un double objectif. Il s'agit d'une part d'évaluer l'importance, pour les équilibres sociaux et la négociation salariale, des sentiments ressentis par les personnes quant à leur rémunération (niveau de rémunération mais aussi ses composantes). D'autre part, il s'agit de mieux comprendre l'incitation au travail et les liens entre sentiments d'équité et motivation des salariés. Au croisement de problématiques économiques et sociologiques, un des intérêts majeurs de cette enquête est de porter sur les représentations liées aux salaires (références en termes de positionnements respectifs, critères mobilisés pour justifier ou critiquer le montant du salaire, modalités de perception du salaire).

Le volet « fonction publique » de l'enquête SalSa a recueilli un avis d'opportunité favorable du CNIS le 16 octobre 2009.

- **Enquête CVTS-4 (Continuing Vocational Training Survey) édition 2011 (sur l'année 2010)** : extension à titre expérimental à la fonction publique, en collaboration avec la Dares et le Céreq.

CVTS est un dispositif européen à périodicité quinquennale qui a été initié en 1994 sur le secteur privé et est régi par un règlement. Dans le cadre d'un nouveau règlement, l'extension au secteur public (État, Territoriale et Hospitalière) est envisagée. Après avoir étudié les modalités d'une expérimentation sur les trois versants de la fonction publique en 2010 (en collaboration avec le Céreq), cette expérimentation sera réalisée en 2011.

- **Enquête Surveillance MEdicale des Risques professionnels (SUMER) édition 2009** : extension à titre expérimental à la fonction publique de l'État, en collaboration avec la Dares, avec en parallèle une expérimentation dans la fonction publique territoriale.

Il s'agit de connaître les expositions des salariés à des risques professionnels, avec des informations sur les caractéristiques des salariés, les caractéristiques de l'établissement employeur et la nature des contraintes organisationnelles. Le Comité du label du 11 septembre 2008 a attribué le label d'intérêt général et de qualité statistique à l'ensemble de l'opération.

Réalisée dans le secteur privé (éditions 1987, 1994 et 2002-2003) et le secteur hospitalier incluant les hôpitaux publics (pour la première fois en 2002-2003), l'enquête SUMER fait l'objet d'une expérimentation dans la fonction publique de l'État, en association avec les médecins de prévention (Économie et Finances, Intérieur, Équipement et Développement durable, Défense, Aviation Civile, Culture, CNRS, Services du Premier Ministre,...). Après une phase de collecte qui s'est étalée jusqu'à fin mars 2010 et une phase d'exploitation au 2^{ème} semestre 2010, l'année 2011 sera dédiée à la publication des premiers résultats.

2.1.3 Enquêtes renouvelées

Une enquête **annuelle auprès des directions de personnel des ministères**, portant sur le champ de la fonction publique de l'État, fait l'objet d'une rénovation pour collecte en 2010 pour exploitation en 2011 :

- **Accidents du travail et maladies professionnelles**, pour amélioration de la qualité et de la comparabilité avec le secteur privé. La réflexion menée par l'INVS concernant la mise en place d'un entrepôt de données inter-régimes sur ce sujet est prise en compte.

En revanche, le projet de rénovation de l'enquête « Emplois de direction et d'inspection générale » (part des femmes) dans les trois fonctions publiques a été abandonné au profit d'exploitations spécifiques des fichiers de paye des agents de l'État.

Enfin, suite à l'étude de faisabilité sur la mesure des emplois vacants dans la fonction publique (cf. directive statistique européenne), **l'enquête Recrutements 2011** devrait faire l'objet d'une extension à l'ensemble des établissements publics, pour couvrir de manière exhaustive le champ de la fonction publique de l'État.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2011

- **Exploitation des systèmes d'information sur les agents de l'État, des collectivités territoriales et des hôpitaux et autres établissements de santé :**

En 2011, le bureau des statistiques, des études et de l'évaluation exploitera désormais le fichier résultant du système d'information de l'Insee sur les agents des services publics (SIASP), qui sera alors disponible sur les trois versants de la fonction publique. Dans la foulée de travaux lancés en 2010, le service statistique exploitera à un rythme infra-annuel le fichier détail trimestriel issu d'Epure élaboré par l'Insee, en particulier dans le cadre du suivi de la réorganisation de l'administration territoriale de l'Etat. Pour ce qui concerne spécifiquement le périmètre de la fonction publique de l'État, le service statistique exploitera également, à des fins d'informations plus détaillées et plus précoces, des fichiers mensuels anonymisés issus directement de la paye des agents de l'État (origine et champ DGFIP). Ces fichiers sont utilisés simultanément par le bureau depuis 2009 pour répondre à des besoins liés à la précocité ou/et le niveau de consolidation de l'information.

Enfin, le service statistique Fonction publique exploitera, sur des périodes de cinq années consécutives, les fichiers annuels issus de la paye des agents de l'État après retraitement statistique par l'Insee, enrichis d'un identifiant individuel crypté : ces traitements permettront enfin de mesurer annuellement les entrées et les sorties dans la fonction publique.

Au total, ces fichiers constitueront une source essentielle pour les études :

- analyse des frontières et des transferts entre les trois fonctions publiques
- caractéristiques des agents des trois fonctions publiques
- rémunérations des agents selon leurs différentes composantes, en niveau, en évolution, en moyenne et en distribution, pour l'ensemble et pour diverses populations (entrants, sortants, non titulaires,...)
- entrées et sorties (estimations annuelles et analyses)
- mobilités et promotions dans la fonction publique

- **Refonte du dispositif de collecte sur les élections aux commissions administratives paritaires centrales** (procès-verbaux annuels liés à des mandats de trois ans). Celle-ci s'inscrit dans le cadre du projet de loi sur la refondation du dialogue social (promulgation prévue à l'été 2010) du fait du changement de mode de représentation des organisations syndicales.

- **Exploitation de l'échantillon interrégimes de cotisants 2007 (puis 2009) de la Drees (en association avec celui des retraités 2008)** pour améliorer la connaissance des polypensionnés de la fonction publique et des caractéristiques des nouveaux pensionnés des trois fonctions publiques.

- **Exploitation des fichiers du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique** (FIPHFP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations), les données devant atteindre alors un niveau suffisant de fiabilité, dans le cadre des collaborations en cours.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2011

- **Développement des études longitudinales** (suivi des mobilités et des trajectoires avec impact sur les rémunérations) à partir du **panel des agents de l'État constitué par l'Insee** puis sur le champ des trois fonctions publiques (panel Insee issu de SIASP à venir).

- **Exploitation de la Labour Force Survey sur le champ** de la fonction publique, ou plutôt du **« public service »**, pour des besoins de comparaisons internationales, sachant qu'il n'existe pas à ce jour de définition harmonisée de la fonction publique au niveau européen. Ce type d'exploitation avait dû être abandonné en 2010.

- **Mobilisation, sur le champ de la fonction publique, de dispositifs statistiques existants** pour une meilleure compréhension des revenus des ménages comportant au moins un agent de la fonction publique (État, Territoriale et Hospitalière) et de l'impact des politiques sociales (notamment celles des employeurs publics) en faveur des agents de la fonction publique (État, Territoriale et Hospitalière) sur leurs revenus :

- exploitation statistique de l'enquête Familles-Employeurs (EFE) – édition 2004 sur le champ de la fonction publique
- exploitation statistique de l'enquête Emploi en Continu de l'Insee et de ses modules complémentaires, sur le champ de la fonction publique
- exploitation statistique de l'enquête Revenus Fiscaux Sociaux de l'Insee sur le champ de la fonction publique.

- **Exploitation statistique de l'enquête Changements Organisationnels et informatisation (COI) – édition 2006-2007 dans une optique de comparabilité public/privé**, en collaboration avec le Cee et la Dares, sous les angles suivants : analyse des liens entre les changements organisationnels, les conditions de travail des salariés et leur satisfaction au travail dans les secteurs privé et public, en fonction notamment, du type de changement organisationnel, des caractéristiques de l'entreprise/de l'administration et de ses salariés, ainsi que de la nature des relations sociales dans l'entreprise/l'administration ; comparaison des fonctions et des formes d'encadrement (accès différenciés aux fonctions, méthodes différentes dans les pratiques de management, formations spécifiques).

- **Mobilisation, sur le champ de la fonction publique, de l'enquête Santé et Itinéraires Professionnels (SIP) – édition 2006 avec ré-interrogation fin 2010**, sous l'égide de la Drees et de la Dares. Le SSM Fonction publique est représenté au sein du collège d'expertise sur les risques psychosociaux mis en place fin 2008 suite au rapport de la mission Nasse-Légeron et animé par l'Insee.

Il s'agira ainsi de mieux connaître les déterminants de la santé liés aux parcours professionnels et conditions de travail, mais également de repérer l'incidence de l'état de santé sur le parcours professionnel des agents des trois fonctions publiques. Ces informations pourront alimenter les indicateurs relatifs à la santé et à la sécurité au travail consolidés pour la fonction publique (accord du 20 novembre 2009) sous l'égide de l'instance commune aux trois versants de la fonction publique.

3. Opérations répétitives pour 2011

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
- les recrutements de la fonction publique de l'État	Pôle Recrutements et parcours	Adaptation du questionnaire à la législation en vigueur y compris directive statistique européenne sur la mesure des emplois vacants
- la formation professionnelle des agents de l'État		Adaptation du questionnaire à la législation en vigueur Articulation avec le projet CVTS-4
- la transparence de l'emploi et la mobilité statutaire (Tems) dans la fonction publique de l'État	Pôle Emploi public Pôle Recrutements et parcours	Adaptation du questionnaire à la législation en vigueur
- l'utilisation du compte épargne temps (CET)		Adaptation du questionnaire à la législation en vigueur
Exploitation de fichiers administratifs		
Fichiers des agents de l'État (FGE)	Pôle Emploi public	Montée en charge de SIASP Insee

DADS	Pôle Emploi public	Montée en charge de SIASP Insee
Statistique Annuelle des Établissements (SAE)	Pôle Emploi public	
Échantillon interrégimes de retraités 2004	Pôle Salaires et retraites	
Autres travaux répétitifs		
Exploitation des procès-verbaux d'élection aux CAP puis aux CTP		Rénovation du dispositif de collecte en cours

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Non concerné pour ce qui concerne les entreprises au sens strict.

Néanmoins, si l'on élargit le concept d'entreprises aux employeurs de la fonction publique, l'allègement de la charge statistique constitue une préoccupation permanente du bureau des statistiques, laquelle se traduit par deux projets majeurs :

- la mise en place d'un système d'information décisionnel autour de l'Opérateur National de Paye ;
- la mise en place d'un dispositif de collecte par internet pour les enquêtes auprès des DRH des ministères.

En premier lieu, le bureau participe au projet de création d'un système d'information décisionnel (SID ou infocentre), autour d'un noyau dur constitué par l'Opérateur National de Paye, qui sera utilisé à terme pour les indicateurs et études sur la fonction publique.

Après la phase de cadrage de 2009 et la phase d'expression détaillée de 2010, l'année 2011 verra la finalisation du projet SID, dans ses deux composantes : le SID 3FP s'appuyant principalement sur SIASP de l'Insee concernera les trois fonctions publiques et sera accessible fin 2011-début 2012 ; le SID FPE s'appuyant sur les SIRH des ministères sera centré sur la fonction publique de l'État et sa montée en charge sera progressive de 2012 à 2016. Après avoir permis la constitution d'un noyau commun aux systèmes d'information des ressources humaines des ministères, ce SID devrait pouvoir se substituer à plusieurs des enquêtes de nature administrative réalisées auprès des ministères.

En second lieu, le dispositif de collecte via internet finalement lancé mi-2010 sera développé en 2011 avec de nouvelles enquêtes. Ce dispositif a vocation à réduire la charge de collecte et de traitement et à améliorer la qualité des données recueillies.

5. Aspects particuliers du programme

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Poursuite des travaux sur la localisation de l'emploi public, en relation avec la révision générale des politiques publiques sous l'angle de la réorganisation de l'administration territoriale de l'État (Réate), en collaboration avec la Diact et l'Insee. Dans la foulée de travaux lancés en 2010, le service statistique exploitera à un rythme infra-annuel le fichier détail trimestriel issu d'Epure élaboré par l'Insee, en particulier dans le cadre du suivi de la Réate.

Régionalisation de l'enquête sur les recrutements dans la fonction publique de l'État.

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Rien à signaler

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »

Mobilisation, sur le champ de la fonction publique, des dispositifs statistiques existants pour une meilleure compréhension des revenus des ménages comportant au moins un agent de la fonction publique (État, Territoriale et Hospitalière) et de l'impact des politiques sociales (notamment celles des employeurs publics) en faveur des agents de la fonction publique (État, Territoriale et Hospitalière) sur leurs revenus :

- exploitation statistique de l'enquête Familles-Employeurs (EFE) – édition 2004 sur le champ de la fonction publique
- exploitation statistique de l'enquête Revenus Fiscaux Sociaux de l'Insee sur le champ de la fonction publique

5.4. Aspects « européens »

- Production (deux fois par an) de l'indicateur sur les salaires des fonctionnaires destiné à Eurostat dans le cadre de l'article 65 du statut (versions provisoire et définitive), depuis la mi-2010. En effet, le SSM prendra en charge à la mi-2010 la production de cet indicateur calculé auparavant par la direction du budget.
- Conséquences à tirer sur le système d'enquêtes relatives aux trois fonctions publiques de l'étude de faisabilité d'un système d'information statistique auprès des ministères et des établissements publics permettant de mesurer les emplois vacants dans le cadre du Règlement n°453/2008 du parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 relatif aux statistiques trimestrielles sur les emplois vacants dans la Communauté européenne. Cette opération, menée en collaboration avec la Dares, a vocation à couvrir l'ensemble des trois fonctions publiques et est articulée de manière cohérente avec la DGCL (pour la Territoriale) ainsi qu'avec la Drees et la Dhos (pour l'Hospitalière).
- Exploitation de la Labour Force Survey sur le champ de la fonction publique, ou plutôt du « public service », sachant qu'il n'existe pas à ce jour de définition harmonisée de la fonction publique au niveau européen. Ce type d'exploitation avait dû être abandonné en 2010.

6. Diffusion des travaux

Depuis 2007, les résultats et études sur les trois fonctions publiques sont principalement publiés dans **le premier volume (Faits et Chiffres) du rapport annuel sur l'état de la fonction publique** : parution et mise en ligne d'une version provisoire à la mi-juillet dans le cadre d'une présentation au Conseil Supérieur de la Fonction Publique ; parution et mise en ligne d'une version définitive fin septembre-début octobre.

L'édition 2010-2011, à paraître en 2011, comportera deux volumes, le premier consacré aux « Faits et chiffres 2008-2009 », le second aux « Politiques et pratiques de gestion de l'emploi public ». Ils constituent le « jaune budgétaire » consacré à la fonction publique (« emploi public et rémunérations »), annexé au projet de loi de finances.

Le volume 1 « Faits et Chiffres » se présente en trois parties :

- les « vues d'ensemble » portent sur des sujets développés et repris chaque année sur les trois fonctions publiques, à savoir l'emploi public, les flux de personnels (entrées dont recrutements externes et sorties dont départs à la retraite) et les rémunérations
- les « dossiers » constituent des zooms sur des sujets renouvelés chaque année, par exemple l'insertion des jeunes, l'encadrement supérieur et les conditions de travail pour l'année 2010
- les « fiches thématiques » présentent l'essentiel des données chiffrées les plus récentes, l'essentiel de la mise à disposition des données (sous la forme de tableaux standard) étant effectué depuis 2010 sur le site internet de la fonction publique.

Les résultats détaillés de chaque enquête font l'objet d'un rapport détaillé spécifique (RésulStats) transmis aux directeurs de personnel, aux organisations syndicales et aux écoles et instituts de formation. Certains sont présentés aux commissions paritaires ad hoc.

Des synthèses sont diffusées sous forme de 4 Pages « Point Stat ». Un projet de publication rapide (2 à 4 pages) pour diffuser les premiers résultats des travaux est à l'étude en 2010. Cette publication viendrait compléter les documents type « Chiffres-clés de la fonction publique » désormais publiés tous les ans, en versions française et anglaise, avec une brochure du type « l'essentiel » et le tableau de synthèse de l'emploi public.

Depuis juin 2009, l'indicateur « **Évolution Moyenne de la Grille Indiciaire** », permettant d'évaluer l'impact des réformes statutaires en termes de gain indiciaire, **fait l'objet d'une parution trimestrielle dans le support conjoncturel de l'Insee « Informations rapides »** sous le titre « Traitement brut dans la fonction publique de l'État ». Il a remplacé depuis 2010 l'indice de traitement brut de la fonction publique de l'État, élaboré et publié auparavant par l'Insee.

Enfin, la diffusion des travaux auprès du grand public connaîtra de nouvelles avancées significatives : mise en ligne gratuite sur le site internet de la fonction publique de tableaux standards (après celle des tableaux issus du rapport annuel en 2010) selon un calendrier progressif ; affichage d'un calendrier des publications selon un rythme trimestriel.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Garantir la transparence de l'emploi public à l'aide de SIASP	Pôle Emploi public Pôle Recrutements et parcours		Collaboration avec Insee-DGCL-Drees	Confrontation entre ancienne et nouvelle chaîne de production prévue en 2010
Assurer le suivi des rémunérations dans les trois fonctions publiques	Pôle Salaires et retraites		Collaboration avec Insee-Drees Comparabilité entre les 3FP	Publication commune d'une première batterie d'indicateurs comparables le 16 juillet 2009
Prendre en compte la problématique fonction publique dans les grandes enquêtes statistiques		-Enquête Emploi Insee -Enquête SalSa-3FP 2010 -Enquête Génération 2007 à 3 ans -Enquête SIP 2006 avec réinterrogation 2010 - Enquête CVTS4 2011 - Enquête Famille et logements 2011	- Collaboration avec l'Insee - Collaboration avec le Cepremap -Collaboration avec le Cereq -Collaboration Dares-Drees (collège d'expertise risques psycho-sociaux) -Collaboration avec le Cereq et la Dares -Collaboration avec l'Insee, l'Ined, la Drees, la Cnaf et la Halde	
Mettre en place un SID autour de l'ONP		- SID 3FP en 2012 - SIDP FPE de 2012 à 2016		Cahiers des charges réalisés en 2009 (collaboration ONP) et marchés prévus en 2010
Mettre en place un dispositif de collecte par internet pour les enquêtes auprès des employeurs publics	Pôle Recrutements et parcours	Enquête AT/MP		
Mettre en ligne des tableaux pour grand public et un calendrier trimestriel de publications		Première mise en ligne en 2010 ; extension en 2011		

Annexe

Liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009-2010

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique, édition 2008-2009

● Vues d'ensemble :

- L'emploi public dans l'emploi total » et « Le tableau de synthèse sur l'emploi public aux 31 décembre 2006 et 2007 », octobre 2009.
- « L'emploi dans les trois fonctions publiques en 2007 », octobre 2009.
- « L'évolution des effectifs des personnels de santé dans les établissements publics de santé », octobre 2009.
- « Les praticiens hospitaliers au 31 décembre 2008 », octobre 2009.
- « Les recrutements externes dans la fonction publique de l'État en 2007 », octobre 2009.
- « Les mouvements de personnels dans la fonction publique territoriale en 2007 », octobre 2009.
- « Le concours de rédacteur territorial en Île-de-France : l'exemple de la session 2007 », octobre 2009.
- « Les départs à la retraite dans les trois fonctions publiques », octobre 2009.
- « Les rémunérations dans les trois fonctions publiques en 2007 », octobre 2009.

● Dossiers :

- « La géographie des agents de l'État en France métropolitaine au 31 décembre 2006 », octobre 2009.
- « Panorama des métiers territoriaux en 2006 », octobre 2009.
- « Bilans sociaux 2007 : une première photographie de l'emploi public en Île-de-France (hors Paris) », octobre 2009.
- « Les conditions de travail des personnels du secteur hospitalier public et de la fonction publique de l'État en 2006 », octobre 2009.
- « Premiers éléments de comparaison entre la fonction publique et le secteur privé sur la population des salariés de 20 à 49 ans : caractéristiques et interactions entre vie familiale et vie professionnelle », octobre 2009.
- « Accès et carrières des générations issues de l'immigration dans la fonction publique : une étude exploratoire des concours 2008 aux Instituts régionaux d'administration (Ira) », octobre 2009.
- « La parité hommes-femmes dans les collectivités locales de la Grande Couronne d'Île-de-France », octobre 2009.

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique, édition 2007-2008

● Vues d'ensemble :

- « L'emploi public dans l'emploi total » et « Le tableau de synthèse sur l'emploi public au 31 décembre 2005 et 2006 », septembre 2008.
- « L'emploi dans les trois fonctions publiques en 2006 » septembre 2008.
- « L'emploi territorial en Outre-mer », septembre 2008.
- « Le recul des recrutements externes dans la fonction publique de l'État s'accélère en 2006 », septembre 2008.
- « Les flux de personnels territoriaux » et « Le concours de technicien supérieur de la fonction publique territoriale en 2005 : exemple du concours Ile de France/Centre », septembre 2008.
- « Les départs à la retraite dans les trois fonctions publiques », septembre 2008.
- « Les rémunérations dans les trois fonctions publiques en 2005 et 2006 », septembre 2008.

● Dossiers :

- « Les mobilités des agents titulaires civils des ministères » et « La mobilité statutaire au 31 décembre 2006 », septembre 2008.
- « Faire évoluer sa carrière dans la fonction publique de l'État par les concours internes, examens professionnels et titularisations », septembre 2008.
- « Une fonction publique largement féminisée, sauf dans les emplois de direction », septembre 2008
- « Les femmes dans la fonction publique territoriale », septembre 2008.
- « L'emploi des seniors », septembre 2008.
- « Un éclairage dans la fonction publique territoriale avec la Grande couronne francilienne », septembre 2008.

Point Stat

- « Les agents de la fonction publique et leur famille », mars 2010
- « 85% des agents des ministères utilisent l'informatique en 2006, hors enseignants, magistrats et agents de la Défense », avril 2009.
- « L'effort de formation reste stable dans la fonction publique de l'État en 2006 », mars 2009
- « Vieillesse dans la fonction publique : des agents plus âgés à l'Ouest, au Sud et chez les cadres, plus jeunes à l'hôpital et chez les enseignants », mai 2008

RésulStats

- « Résultats des élections aux commissions administratives paritaires centrales : période du 01/01/2007 au 31/12/2009 », résultats définitifs, mars 2010.
- « La formation des agents de l'État en 2007 », mars 2010.
- « Résultats des élections aux commissions administratives paritaires centrales : période du 01/01/2006 au 31/12/2008 », résultats définitifs, juin 2009.
- « Les accidents du travail et les maladies professionnelles en 2005 », avril 2009.
- « La formation des agents de l'État en 2006 », janvier 2009.
- « Résultats des élections aux commissions administratives paritaires centrales : période du 01/01/2005 au 31/12/2007 », résultats définitifs, juillet 2008.

Informations Rapides (support Insee)

- « Traitement brut dans la Fonction Publique de l'État » : juin, septembre, décembre 2009, mars 2010.
- « Indice de traitement brut – grille indiciaire (ITB-GI) ; Indice de traitement net – grille indiciaire (ITN-GI). Note méthodologique », mai 2009.

Autres publications

- « Fonction publique : chiffres-clés 2009 », octobre 2009.
- « Synthèse Chiffres-clés décideurs 2009 », octobre 2009.
- « Civil services : Key figures 2009 », octobre 2009.
- « Fonction publique : tableau de synthèse 2009 » (avec triple timbre : DGAFP, Insee, Statistique publique), octobre 2009.
- « Emploi public et rémunérations 2010 », Jaune budgétaire, octobre 2009.
- « Fonction publique : chiffres-clés 2008 », septembre 2008.
- « Synthèse Chiffres-clés décideurs 2008 », septembre 2008.
- « Civil services : Key figures 2008 », octobre 2008.
- « Emploi public et rémunérations », Jaune budgétaire, octobre 2008.

Pôle Emploi

1. Synthèse

L'année 2011 sera marquée par la réalisation de projets de rénovation des systèmes d'information statistique hérités de l'Unédic et de l'ex-ANPE lancés en 2010. Également liées à la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assédic, les conséquences statistiques du transfert du recouvrement à l'ACOSS le 1^{er} janvier 2011 seront prises en compte. Les systèmes d'information statistique continueront d'être enrichis afin d'intégrer les évolutions intervenues en 2010.

2. Travaux nouveaux pour 2011

Les conséquences statistiques du transfert du recouvrement à l'ACOSS seront prises en compte, en collaboration avec l'ACOSS et l'Unédic : statistique trimestrielle du 1^{er} trimestre 2011 sur la base des flux de données des URSSAF, analyse approfondie de la source DADS proposée par l'ACOSS pour la statistique annuelle d'emploi, poursuite de l'étude de mise en place d'un recensement annuel de l'emploi salarié. Concernant le système d'information statistique, le plan d'harmonisation entre le fichier historique des demandeurs d'emploi (FH) et le fichier national des Assédic (FNA) sera poursuivi. La chaîne de traitement statistique du marché du travail (STMT) sera également refondue dans l'objectif de réaliser une double commande en 2012.

3. Opérations répétitives

3.1 Enquêtes

L'enquête Besoins en main-d'œuvre (BMO) sera reconduite en 2011.

Les premières et deuxièmes vagues de l'enquête « Entrants au chômage » seront réalisées en 2011. Cette enquête, réalisée auprès d'un échantillon de près de 10 000 personnes entrées au chômage en décembre 2010, permet de suivre les parcours des demandeurs d'emploi et d'analyser les facteurs de reclassement. Pour cela, les demandeurs d'emploi enquêtés seront interrogés à trois reprises à six mois d'intervalle.

L'enquête « Sortants de chômage » menée trimestriellement en collaboration avec la DARES auprès d'un échantillon de 15 000 demandeurs d'emploi sortis des fichiers de Pôle emploi sera poursuivie, de façon à assurer la qualité et la complétude des données sur les motifs de sortie et la situation des personnes au regard de l'emploi et de la formation notamment.

L'enquête « Sortants de formation », permettant de connaître le devenir des demandeurs d'emploi, à l'issue d'une formation, vis-à-vis du retour à l'emploi sera également reconduite.

3.2 Exploitation de fichiers administratifs

Le suivi mensuel des demandes et offres d'emploi

Il s'agit de poursuivre la maintenance et l'exploitation du système d'information statistique fondé sur les données administratives relatives à la demande et l'offre d'emploi. Ceci se fera en cohérence avec les systèmes d'information opérationnels et les évolutions des modalités de suivi et d'accompagnement des demandeurs d'emploi.

Le Fichier historique statistique des demandeurs d'emploi

Les démarches de rapprochement entre le fichier historique statistique (FHS) avec l'enquête emploi en continu de l'INSEE et avec les DADS seront poursuivies (afin de disposer d'informations longitudinales sur les trajectoires au chômage et en emploi).

La statistique annuelle d'emploi

La statistique annuelle 2010 (année 2009 rectifiée et année 2010 brute) sera établie sur les mêmes bases qu'actuellement y compris sur le champ des établissements faisant partie de l'opération de transfert pilote (déclaration de régularisation annuelle 2010 en début d'année 2011).

3.3 Autres activités : le suivi de l'évolution des nomenclatures d'analyse de la demande et de l'offre d'emploi

Les évolutions visant à affiner la connaissance des catégories D (formation) et E (contrats aidés) seront prises en compte.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

L'enquête « Repère », qui permettait de produire un diagnostic conjoncturel sur les différents secteurs recruteurs, a été intégrée à l'enquête BMO.

5. Aspects particuliers du programme 2011

5.1 Aspects régionaux et locaux

Les travaux d'estimation et de publication régionale d'emploi seront poursuivis. Seront également poursuivis et approfondis les travaux d'élaboration et de diffusion d'indicateurs départementaux et régionaux sur la demande d'emploi en concertation avec la DARES et ses services déconcentrés.

5.2 Aspects « environnement »

Pôle emploi poursuivra sa contribution active aux travaux du groupe « emplois verts » sur les plans méthodologiques et statistiques.

6. Diffusion des résultats

Le nouveau site statistique INTERNET de Pôle emploi (www.pole-emploi.org) sera enrichi des travaux réalisés en 2010 sur la demande et sur l'offre d'emploi.